# ÉCHANGES

 $N^{\circ}$  145 — Automne 2013 — 3 euros

### bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

Au Royaume-Uni, le contrat « zéro heure », degré zéro de l'exploitation du travail, p. 3 ◆ L'ATTAQUE MONDIALE du capitalisme contre les systèmes de retraite, p. 13

FRANCE. L'autogestion à la rescousse dans la crise du capital (Fralib, Seafrance, Goodyear), p. 19 ◆

Dans les publications : luttes, p. 22

◆ La situation des classes laborieuses au JAPON (XIII), p. 24

Correspondance. La Révolution espagnole et

Michael Seidman, p.35 ◆ A propos

de l'enquête ouvrière, p.40 ◆ A propos des conseils ouvriers, p.40

TECHNOLOGIES. Dans la jungle digitale, p. 45

Dans les publications : histoire, théorie, p. 50

Notes de lecture. « En Amazonic, Infiltré dans le "meilleur des mondes" », de Jean-Baptiste Malet, p. 55 ◆ « Le Mystère français », d'Emmanuel Todd et Hervé Le Bras, p. 56 ◆ « Murs. Une autre histoire des hommes », de Claude Quétel, p. 57 ◆ « "Chavs", The Demonization of The British Working Class » de Lode Vanoost, p.58

### **ÉCHANGES**

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet: http://www.mondialisme.org

Abonnement: 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes

### à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé — etincelle 1999 @ hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/ Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

### à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

### à Brest

Roignant, 21 rue Navarin

20 98 44 41 01 —

danielroignant2@wanadoo.fr —

www.livre-rarebook.com/c/b/Daniel-...

### à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7°

© 04 78 61 02 25 —
lagryffe@lagryffe.net —
http://lagryffe.net

### à Marsellle

**L'Odeur du temps**, 35 rue Pavillon, 1<sup>st</sup> **2** 04 91 54 81 56

**Transit Librairie**, 45 boulevard de la Libération, 1°

**2** 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1°

**2** 04 91 50 86 27

### à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12°

**2** 01 49 28 52 44.

**Galerie de la Sorbonne,** 52, rue des Ecoles, 5°

**2** 01 43 25 52 10

Magpresse, 16 rue Linné, 5°

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1°

**2** 01 42 33 62 70.

**Le Point du jour,** 58 rue Gay-Lussac, 5°

**2** 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11°

**1** 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11°

**2** 01 43 71 21 07

### à Rennes

**Alphagraph**, 5 rue de l'Echange **☎** 02 99 79 74 20

### **ROYAUME-UNI**

# LE CONTRAT « ZÉRO HEURE », DEGRÉ ZÉRO DE L'EXPLOITATION DU TRAVAIL

Extraire le plus possible de valeur de la force de travail

« Les politiciens ont transformé le travail en une marchandise, guère différente de la viande de cheval » (1)

### UN NOUVEAU VENU DANS LA JUNGLE DES RELATIONS TRAVAIL-CAPITAL

Le contrat de travail « zéro heure » connaît une forte expansion au Royaume-Uni. Ce contrat, qui ne fixe aucun horaire de travail – l'employé accepte de se déplacer à tout moment où il y a du travail à faire en étant rémunéré à l'heure –, est le nouveau venu dans les conditions d'exploitation de la force de travail. Il n'est pourtant qu'une étape d'une longue évolution dans laquelle se combinent les éléments de base

de cette exploitation : salaire, temps de travail et rythme de travail. Ces éléments sont interdépendants aux différents stades entre domination formelle et domination réelle et peuvent coexister dans une même économie nationale.

Avant d'examiner cette dernière vicissitude du contrat de travail, rappelons ce que sont les données simples qui forment la base même du capitalisme, bases trop souvent ignorées dans les tentatives de comprendre les dérives complexes du système.

Ce système est basé sur la production de marchandises, lesquelles sont acheminées vers des points de vente au moyen de transports. Cette production est assurée par un producteur quelconque (de l'artisan à une multinationale exploitant jusqu'à plus d'un million de travailleurs) qui, sauf le cas de l'artisan individuel, emploie ces travailleurs pour façonner des matières premières généralement à l'aide de machines et fabriquer une marchandise quelconque. Lors de la vente de cette marchandise, le producteur, le capitaliste, entend récupérer un supplément, outre son investissement en matières premières, l'amortissement des machines, les autres dépenses de

<sup>(1)</sup> Citation du magazine allemand Stern reprise dans le Financial Times du 1<sup>et</sup> mars 2013. Il est réjouissant de voir la presse capitaliste reconnaître que la force de travail n'est pour le capital qu'une marchandise, traitée avec des manipulations semblables à celles découvertes pour la viande (le cheval moins cher remplaçant anonymement le bœuf dans des préparatios industrielles). Mais elle contient une erreur : les politiques ne sont jamais que les agents d'exécution des nécessités présentes du capital.

fonctionnement de son usine. Ce supplément, la valeur, correspond à ce qui y a été ajouté par l'exploitation de la force de travail, exploitation sans laquelle la marchandise n'existerait pas. L'opération globale n'est accomplie que pour dégager un profit qui empêche la dévalorisation du capital engagé et pour avant tout accroître ce capital, ce qui suppose que cette valeur soit améliorée constamment pour assumer la concurrence.

Ce supplément est accaparé par le « producteur » sous forme monétaire ; le travailleur, fournisseur de la force de travail n'y a aucun accès et aucun droit. Ledit producteur en utilise une partie pour la rémunération de la force de travail, rémunération fixée au minimum au niveau suffisant pour assurer la reconstitution de cette force de travail. Bien sûr, le producteur capitaliste cherche à réduire le plus possible cette ponction sur la valeur. Ce qu'il conserve il le garde pour lui ou le distribue aux actionnaires, une partie pouvant être mise en réserve pour des investissements dans l'entreprise.

### LA TRILOGIE DE LA PRODUCTIVITÉ : TEMPS ET RYTHME DE TRAVAIL, SALAIRE

Dans cet article, nous n'examinerons pas le dysfonctionnement fondamental qui résulte du fait que le travailleur ne récupère pas l'essentiel de la valeur créée par son activité et les conséquences déstabilisantes qui en résultent pour l'ensemble du système capitaliste. Il y a aujourd'hui un retour à l'exploitation pure et simple de la force de travail mise en concurrence à l'échelle du monde qui est principalement le résultat de l'explosion des frontières et du déplacement extrêmement rapide de la finance avide de toute spéculation. Nous nous attacherons uniquement à cette rela-

tion entre le travail et le capital et le conflit permanent autour de la trilogie : temps de travail, rythme de travail et salaire.

Dans l'histoire du capitalisme ces facteurs déterminants pour le niveau de la valeur ont pu évoluer indépendamment et/ou simultanément, selon le rapport de forces capital-travail, les techniques mises en œuvre et les transformations corrélatives dans les conditions d'exploitation du travail – tout un ensemble sur lequel le capital a toujours la haute main, se révolutionnant lui-même dans sa dynamique; le maintien de l'ordre social nécessaire au bon fonctionnement du système étant assuré par les structures politiques à l'intérieur d'un Etat.

Schématiquement, si l'on excepte les périodes de crise dans une industrie ou dans un Etat, dans le monde, les tendances depuis la montée en force du capitalisme montraient une intervention sur l'un ou l'autre élément, ou sur plusieurs à la fois, pour ce qui est présenté comme un facteur unique dans la compétition capitaliste : la productivité du travail. Le leitmotiv dont on nous rebat les oreilles sur l'accroissement de cette productivité n'est en fait que la tentative d'accroître la valeur et la part de cette valeur conservée par le capital. Si la production de valeur concerne uniquement le secteur productif (production de marchandises), l'accroissement de la productivité concerne aussi le secteur non productif, qui n'existe que par la valeur dégagée dans le secteur productif; là aussi, il importe de réduire cette amputation de la plus-value. Ceci pour conclure que la pression sur la productivité du travail s'applique à l'ensemble des activités touchant à l'exploitation de la force de travail.

Après une période de précarité totale pour le travailleur, où le producteur faisait la loi quant aux temps, rythme et salaire,

sans se soucier de la reconstitution de la force de travail (le réservoir de force de travail étant assez important pour parer au remplacement des « éliminés » du surmenage et de la misère), la situation s'est lentement modifiée, pas par commisération ou humanisme, mais en partie en raison de la montée de la lutte de classe et en partie de l'évolution du capital lui-même

### TAYLORISME ET FORDISME : L'ESPOIR DU CAPITAL

Pendant près d'un siècle, malgré les crises périodiques et la crise majeure des années 1930, l'introduction du machinisme. (machine à vapeur et électricité) a profondément marqué l'évolution du capitalisme. Le taylorisme et le fordisme - qui ne purent exister qu'après l'introduction du machinisme - constituaient une tentative de dépasser les crises et de réguler la production capitaliste. Le travail sur la chaîne permettait une régulation de deux éléments temps et rythme et une production de masse accrue à bas coût dont les augmentations de salaire permirent l'absorption. De

même, la diminution du temps de travail autorisait l'utilisation des marchandises accessibles dans les loisirs ainsi concédés aux travailleurs.

Malgré la crise de 1930 que la seconde guerre mondiale sembla résoudre par l'importance des destructions, tant en capital fixe qu'en capital variable, l'expansion du fordisme s'étendit à l'ensemble des pays développés : en France, en retard par rapport à l'évolution des Etats-Unis par exemple, ce furent les « trente glorieuses » dans lesquelles le système fonctionna sur cette base fordiste. Avec l'accompagnement dans la plupart des secteurs économiques d'une réduction du temps de travail, d'une modération du rythme de travail et des salaires suivant une progression notamment eu égard à l'inflation.

### **QUAND L'INFORMATIQUE BOULEVERSE** LE MONDE CAPITALISTE

Dans les années 1970, un autre facteur vint bouleverser ce qui semblait la « vitesse de croisière » du capital (indépen-

### Jusqu'à la mort

Un cas particulier dans une activité spécifique, mais qui illustre la pression globale s'exerçan sur toute force de travail, qu'elle soit disponible ou en réserve Le 21 août 2013 à Londres, un staglaire allemand devait prouver la sincérité de sa candidature d'employé à la succursale de la Bank of America. Pour ce faire il a accepté de travailler jour et nuit, jusqu'à 72 heures non-stop. Il en est mort d'épuisement. A la suite de la médiatisation de ce « fait divers », les langues se sont quelque peu déliées et il est apparu que dans certains secteurs, c'était une pratique courante de travailler jusqu'à 22 heures (parfois plus tard) après avoir embauché le matin à 9 heures (et que le contrat « zéro heure » permettait ce genre de pratique). Selon un ancien stagiaire, le plus grand cauchemar des intéressés est ce que les salariés concernés appelient « le manège enchanté ». Après avoir travaillé toute la journée depuis 9 heures et une partie de la nuit jusqu'au petit matin, un taxi vous ramène au domicile pour que vous puissiez prendre une douche, vous changer et reprendre le taxi qui vous attend pour repartir pour une autre journée de turbin.

damment du problème fondamental de la production capitaliste évoqué ci-dessus): l'introduction de l'automatisation, qui vida les usines des travailleurs sans spécialisation, un des éléments essentiels du « compromis fordiste ». Le déséquilibre résultant de cette nouvelle situation (notamment quant à la nécessité d'extraire plus de valeur [2] pour compenser les investissements dans l'appareil productif) a amené le capital à chercher de nouvelles sources de valeur.

Le développement des transports, principalement maritimes (le conteneur), a permis le transfert d'industries entières consommatrices de capital variable dans les contrées où un important réservoir de main-d'œuvre permettait un retour aux conditions primaires d'exploitation. C'està-dire une surexploitation dans le temps et le rythme de travail, et la possibilité de négliger totalement, par de faibles salaires. la reconstitution de la force de travail : le travailleur, épuisé ou atteint physiquement, éjecté du circuit productif, pouvant être immédiatement remplacé sur les mêmes chaînes de production que celles du compromis fordiste, mais sans limite de temps de travail et à des cadences infernales pour des salaires incomparablement faibles.

Il n'est ainsi nullement nécessaire que le travailleur consomme sa production, puisque celle-ci est presque totalement exportée vers les pays industrialisés (le produit de ce travail devant permettre de rembourser les investissements étrangers ou les prêts bancaires). Cette nouvelle orientation du procès de production capitaliste, le retour à ces conditions primaires de l'exploitation capitaliste (sous la forme de la domination formelle mais dans un contexte totalement différent) contraste avec ce qui subsiste (essentiellement dans les pays industrialisés) du compromis fordiste. Ces conditions d'exploitation ont eu un effet boomerang sur les conditions encore existantes dans les pays industrialisés, ceux-ci se trouvant contraints, pour éviter de nouvelles délocalisations, d'attaquer sous tous les angles – temps, rythme et salaires – ce qui subsistait de ces conditions.

Comme il n'était pas possible, en raison des résistances ouvrières, de mener cette attaque de front sur ces trois éléments, celle-ci se fit progressivement, élément par élément, pour en arriver aujourd'hui, entre autres, à ce contrat de travail zéro heure (ou à des situations similaires dans d'autres pays industrialisés) où l'on trouve concentrée l'attaque à la fois sur les trois éléments de la productivité.

### FLUX ET REFLUX DE L'INTÉRIM

Ce terme actuel n'est que la dernière étape d'un processus engagé voilà plus de trente ans, plutôt comme un grignotage dans des secteurs distincts qui, au fil du temps, s'est accentué. Une des premières étapes a été le développement de l'intérim qui d'ailleurs ne fit à ses débuts qu'assurer la transition vers l'automatisation. Toutefois, jusqu'à une date récente, le travail intérimaire a été aussi utilisé comme volant d'appoint pour permettre d'adapter le besoin en main-d'œuvre aux fluctuations de la production : il y avait là une incursion vers le temps global de travail et vers les salaires, un intérimaire étant le plus souvent moins payé qu'un travailleur perma-

<sup>(2)</sup> La montée en capital fixe exige toujours un élargissement du marché pour compenser la baisse du taux de profit, la fameuse taille critique; la règle est que le prix de la force de travail est de plus en plus faible parce qu'il y a hausse de la productivité grâce au machinisme mais baisse globale du taux d'exploitation\_ produisant de la plus-value.

nent. Quant au rythme du travail, c'était celui de l'entreprise dans laquelle l'intérimaire s'intégrait; il y avait pourtant une pression indirecte sur l'intérimaire pour mieux respecter ces normes internes de production en raison de la précarité de cette forme de travail.

Ce travail intérimaire n'a pas disparu mais il a diminué en raison du développement d'autres formes de précarisation qui jouent sur l'ensemble des éléments concourant à la productivité. L'intermède en France de la loi sur les 35 heures n'a pas touché seulement le temps de travail mais a abouti par diverses manipulations à un accroissement de la productivité horaire individuelle: le seul reproche qui pouvait lui être fait sur ce terrain était que les entreprises ne pouvaient, en raison d'autres dispositions légales, accroître indéfiniment le temps de travail qui aurait permis de profiter pleinement de ce gain de productivité. Le système Sarkozy de défiscalisation des heures supplémentaires pallia quelque peu cet inconvénient au profit du capital.

Parallèlement à l'utilisation massive de l'intérim (jusqu'à la moitié des effectifs). s'est développé tout aussi massivement le CDD (contrat à durée déterminée) qui s'oppose au CDI (contrat à durée indéterminée). Ce n'était pas vraiment un nouveau venu mais son utilisation est restée dans les années 1970 limité à des secteurs marginaux (comme les intermittents du spectacle). A ce moment-là, la distinction entre ces deux formes de contrats touchait essentiellement le temps de travail et indirectement le rythme du travail et le salaire en raison de la pression qu'une situation précaire exercait sur un travailleur intéressé avant tout par le renouvellement de son contrat et/ou le passage en CDI. A cette époque, le terme CDD était quasi inconnu,

la pratique depuis trente années étant le CDI réglementé par des conventions collectives de branche.

### VIDER LES CONVENTIONS COLLECTIVES

Les conventions collectives sont alors apparues comme un carcan dont le capital devait absolument se séparer : elles ont volé en éclats, remplacées par d'autres conventions dont les termes vagues permettaient l'introduction de toutes formes de contrat et à travers elles la disparition des automatismes réglant les salaires, remplacés par le salaire « au mérite », qui n'est rien d'autre que la possibilité pour le capital de moduler les salaires unilatéralement, en fonction de l'intérêt que le travailleur concerné présente pour l'entreprise en même temps que sa docilité, et même sa participation, quant au temps et au rythme de travail. Le CDD a proliféré (et prolifère encore) sous d'innombrables variations, entièrement adaptées aux nécessités économiques et techniques de chaque entreprise. En France, il y a plus d'une cinquantaine de formes de CDD et on en crée



encore, notamment pour des buts politiques spécifiques, par exemple pour résorber le chômage (emplois jeunes ou contrats de générations).

### L'ACCORD NATIONAL INTERPROFESSIONNEL, JUIN 2013

Une des dernières trouvailles permettant d'échapper au carcan de la réglementation du travail (qui reste de la période fordisfe) est en France la loi de juin 2013, dite « de sécurisation de l'emploi » qui incrit dans le code du travail l'Accord national interprofessionnel (ANI) signé en janvier de la même année par trois organisations syndicales et l'organisation patronale Medef. Le code du travail s'en trouve profondément modifié, et permet en fait dans certaines circonstances d'ignorer totalement les barrières à l'arbitraire patronal sur les éléments de la productivité.

D'un côté, ce texte légalise le temps partiel à une limite plancher de 24 heures par semaine, mais avec tant de possibilités de dérogations qu'en fait une entreprise pourra très légalement proposer des contrats de n'importe quelle durée inférieure à cette limite. De l'autre, l'ANI prévoit que des accords d'entreprise pourront pour un temps, « si l'entreprise présente des difficultés conjoncturelles », écarter toutes les dispositions légales concernant la durée du temps de travail, le rythme de travail et baisser les rémunérations (avec un plancher de 1,2 smic).

Peu de temps après l'adoption de la loi, des entreprises comme Sanofi, Canon ou Natixis ont engagé des pourparlers, prétendant se trouver dans la situation leur permettant d'outrepasser les dispositions légales. En août, deux accords de ce genre ont été conclus impliquant des réductions de salaires et leur gel, le travail du weekend et de nuit, l'abandon de RTT, etc. (3).

### LA SECURISATION DE L'EMPLOI EN QUESTION

Les syndicats patronaux, encouragés par cette brèche, voudraient en quelque sorte généraliser ces dispositions et écarter toutes dispositions contraignantes concernant les trois éléments de la productivité. En décembre 2013 s'ouvrent des négociations sur la « sécurisation de l'emploi ». Certains syndicats ont déjà accepté des propositions du Medef qui prévoient une généralisation de l'intermittence pour les entreprises de moins de 50 salariés et une extension des contrats de chantiers et de projet

En même temps d'autres « innovations » se font jour, qui toutes prétendent résorber le chômage, proposant des solutions qui permettent d'échapper aux contraintes de la réglementation nationale sur le contrat de travail. En partie, ces innovations ne sont rendues possibles que par l'expansion foudroyante de l'informatique. L'une d'elles utilise une loi de 2009 autorisant le prêt de salarié d'une entreprise à une autre quelconque, avec « l'accord » du salarié coincé entre acceptation et licenciement; un site internet récent, Flexojob, se propose de répandre cette pratique à l'échelle internationale. Cette même échelle internationale apparaît dans le « cloud working » : chaque jour sur Internet un site offre des travaux à faire immédiatement à

<sup>(3)</sup> Le Monde, 8 août 2013 : « Flex sécurité, les premiers accords dans les entreprises ». Les RTT (réductions du temps de travail) résultent de l'application de la loi sur les 35 heures de travail par semaine qui permet au travailleur de cumuler des journées de repos payées qu'il peut prendre tout au long de l'année.

domicile par un « indépendant ». Bien sûr, cela ne concerne que des tâches comme programmeur, rédacteur, traducteur, graphiste, etc. C'est une version des contrats déjà existants de chantier ou de projet nonsalariés, c'est-à-dire sans aucune garantie sociale (en France, IBM s'est lancé en 2012 dans la pratique du cloud working sous le titre « program liquid » qui lui permettrait, en confiant des tâches à des sous-traitants sous statut d'auto-entrepreneurs, de réduire ses effectifs mondiaux de 400 000 employés actuellement à 100 000). Cette résurgence du travail à domicile est liée au développement de l'informatique individuelle (ce qui déplace la question du capital fixe) et a aussi des conséquences sociales.

### LE CONTRAT « ZERO HEURE » : UNE MISE EN JACHERE DE LA FORCE DE TRAVAIL

L'exemple en ce sens qui nous vient d'Outre-Manche, le contrat « zéro heure », peut apparaître comme une variante plus perfectionnée de l'intérim ou de l'intermittence dans les professions du spectacle et de l'audiovisuel. En fait, ce type de contrat supprime tout intermédiaire entre le travail et le capital et accroît au maximum l'utilisation de la force de travail dans un temps déterminé pour un salaire brut de tous ses accessoires protecteurs du porteur de cette force de travail.

En quoi consiste le contrat « zéro heure » ? La définition en est donnée par une entreprise proposant sur Internet des formules de contrat (4): « L'employé "zéro heure" est celui qui accepte que l'employeur n'ait pas forcément à lui donner du travail mais que, s'il y a du travail à faire, l'employé est contraint de l'accepter. Ce contrat est pour un employé qui n'a pas d'horaires fixes de travail et qui accepte de travailler au jour le jour. »

Ce type de contrat est parfaitement valable et conforme aux dispositions de l'Employment Rights Act de 1996, pourvu qu'il soit consigné par écrit (5). Le contrat peut être temporaire ou permanent. Dans ce dernier cas le travailleur est dans l'obligation d'être disponible 24 heures sur 24, c'est-à-dire accroché à son portable, car son employeur peut l'appeler à n'importe quel moment pour l'exploiter tout le temps qu'il juge nécessaire sans même une spécification à l'avance d'une période ou d'un horaire (6).

Le salaire n'est évidemment versé que pour le temps effectivement travaillé. Il semble que le contrat « zéro heure » se soit développé come moyen de tourner l'obligation prévue par la National Minimum Wage Regulation de payer le salaire minimum légal à tout salarié présent sur le lieu de travail, quelle que soit son activité durant ce temps. De plus, ledit salaire ne comporte aucun supplément pour ce que l'on appelle les avantages sociaux depuis la maladie, la retraite jusqu'à la cantine ou toute autre invention d'autrefois pour attirer le salarié.

Quant au rythme de travail, c'est bien sûr celui imposé par l'employeur. Il est

<sup>(4)</sup> The Employment Document Company (http://www.employmentdocumentcompany.co.uk)... Le contrat type offert ne comporte pas moins de 11 pages et 29 articles.

<sup>(5)</sup> La réglementation du travail est bien moins étendue qu'en France, une bonne partie des conditions de travail étant régies par la coutume professionnelle et le rapport de forces au sein de l'entreprise.

<sup>(6)</sup> En anglais cela se traduit par être « in call ».

bien évident que le chômeur qui, dans cette période de marasme économique et de chômage élevé (7), « bénéficie » d'un contrat « zéro heure » va faire tout son possible pour satisfaire les impératifs de l'employeur, faisant preuve d'un zèle inhabituel et espérant, grâce à la bonne opinion que son patron aura ainsi de lui, d'obtenir sinon un CDD ou un CDI, un plus grand nombre d'heures ou des appels plus fréquents.

Mais certains patrons ne se fient guère à cette perspective de pression indirecte et imposent parfois dans ce contrat une discipline très stricte pour être sûr que le salaire versé correspond bien à la totalité du temps supposé être travaillé. Parfois cet exploité « zéro heure » est soumis à une discipline avec un système de points de pénalisation : on est pénalisé si on parle à son voisin durant le travail, si on va trop souvent ou reste trop longtemps aux toilettes, si on s'absente dans la période de temps travaillé ou si l'on est en retard, etc. Un certain nombre de points ne signifie pas directement la porte mais la fin de la période de travail et le silence total du téléphone. C'est l'application du principe « Three strikes and you are out » (trois infractions et vous êtes dehors). Bien sûr il n'en résulte aucune indemnisation puisque formellement on n'est jamais licencié; simplement, on n'est plus jamais appelé.

Pour faire croire à un équilibre entre partenaires, les zélateurs du contrat « zéro heure » prétendent que, sous ce contrat, le travailleur a la possibilité de refuser une proposition de travail ou de débrancher temporairement son téléphone. C'est ignorer que, comme dans tout contrat de travail quel qu'il soit, le capitaliste dispose d'un pouvoir absolu et peut toujours régler une situation dans son intérêt. Ce qui signifie que le refus d'un travail ou le silence téléphonique entraîne un licenciement de fait.

### LE CONTRAT « ZERO HEURE » EST-IL UN EPIPHENOMENE EN GRANDE-BRETAGNE ?

Il est difficile de se faire une idée exacte de l'étendue de ce type de contrat. Comme le soulignent nombre de commentateurs : beaucoup de travailleurs ne savent qu'ils sont en « zéro heure » et nombre de ces contrats ne sont pas signalés aux autorités. Ce qui fait que les chiffres donnés varient selon les sources de 250 000 à 1 million de travailleurs, certaines mentionnant des chiffres de 5,5 millions à la quasi-totalité des salariés du privé (8). Ce qui est certain, c'est qu'il est en croissance rapide : cinq fois plus important en 2012 qu'en 2011 avec un transfert des contrats permanents en contrats « zéro heure » qui permet de moduler les horaires et d'évacuer l'indemnisation du chômage technique.

Il comporterait même des variantes : par exemple, d'après des estimations syndicales, plus de 5 millions de travailleurs au-

<sup>(7)</sup> Actuellement en Grande-Bretagne, le taux de chômage est de 7,7 % de la population active, mais cela dissimule mal l'étendue de la précarité dont le contrat « zéro heure » n'est que la forme la plus récente et la plus « pure ». Une autre illustration de cette pression de la situation économique est donnée par la baisse de l'absentéisme. Un article du *Monde* (18 septembre 2012) précise que « pendant la crise, l'absentéisme diminue » et est passé de 17,8 journées annuelles en moyenne à 14 jours entre 2008 et 2011.

<sup>(8) «</sup> On peut craindre que les estimations n'en dressent pas un tableau réaliste avec des dissimulations cachant le fait que cette pratique est devenue très commune » (Financial Times, 2 août 2013). Les chiffres donnés, dans l'ordre émanent du gouvernement, du Chartered Institute of Personnel and Development, et du syndicat UNITE, principal syndicat du pays.

raient signé des contrats de travail permanents ne leur garantissant que trois heures de travail par semaine.

Actuellement, le temps de travail hebdomadaire sous ce régime serait de dix-neuf heures. Le salaire moyen des « zéro heure» est sensiblement inférieur à celui des travailleurs à temps complet : 11 euros de l'heure contre 18 euros. Il toucherait autant les femmes que les hommes, autant les 18-25 ans que les 25-49 et les plus de 50 ans.

A ses débuts, le contrat « zéro heure » a touché les branches d'industrie connaissant de grandes variations saisonnières : hôtellerie, restauration, loisirs et éducation, santé. Mais peu à peu il a gagné i'ensemble des secteurs avec une propension vers les services à la personne de toutes sortes (services municipaux d'entraide, santé, éducation). Des emplois non qualifiés, il s'est aussi déplacé vers les emplois qualifiés (cadres, techniciens, ingénieurs qui seraient à 43 % sous ce régime). Il toucherait actuellement, sous toute réserve, plus de 20 % des entreprises britanniques.

Parmi les entreprises qui parfois y ont mis la totalité de leur effectif, c'est un inventaire à la Prévert: chaînes de restaurants, fastfood, pharmacies, habillement, distribution (y compris Amazon qui l'utiliserait comme une sanction), services publics comme le National Trust, nombreuses municipalités (97 % d'entre elles), l'audiovisuel, la Tate Gallery et le Palais de Buckingham (qui imposerait même l'obligation de n'avoir qu'un seul contrat « zéro heure) et la Fondation Diana (9).

### **PROFITS ET PERTES**

Les profits sont évidemment pour le capital dans son ensemble qui peut moduler l'utilisation de la force de travail et l'utiliser si besoin de manière à ce que le temps payé soit productif au maximum. Cela lui permet de réduire le coût de production et de tendre à un taux maximum de productivité.

Les pertes sont pour les travailleurs dans leur ensemble. Les zélateurs ne manquent pas d'insister sur le fait que pour des catégories bien limitées – les adolescents et les vieux – l'attrait de gagner quelques sous sans avoir à prendre un emploi permanent à plein temps peut constituer une motivation d'adhérer à ce système. Mais pour l'immense majorité des travailleurs qui cherchent dans ce système une position stable et un salaire régulier, le contrat « zéro heure » est une catastrophe (au même titre que le chômage ou que tout autre emploi précaire).

Outre les problèmes familiaux (par exemple la garde des enfants) qui peuvent soulever d'insurmontables difficultés, c'est l'ensemble des conditions matérielles de la vie sociale d'aujourd'hui qui deviennent inaccessibles: accès à un logement, carte de crédit, emprunts, etc.

De plus, la disponibilité constante est une restriction totale de liberté : autrefois, cette restriction ne touchait que la présence dans les murs de l'entreprise ; avec le contrat « zéro heure » l'enfermement n'est plus derrière des murs mais dans la contrainte d'une « présence téléphonique »

peuvent jouer sur un registre beaucoup plus étendu. Par exemple le groupe Jaguar Land Rover a imposé un accord qui prévoit que les entrants seront un an à l'essai, puis pendant deux ans en CDD, et ensuite en CDI; mais à tous ces stades ils seront tenus d'accepter toute mutation temporaire dans n'importe quelle usine britannique du groupe suivant la demande d'un modèle ou d'un autre. (Financial Times, 17 novembre 2012.)

<sup>(9)</sup> Les multinationales ne sont pas en reste mais elles

et d'une disponibilité immédiate, ce qui restreint considérablement l'espace de liberté. Tout comme un prisonnier sur parole astreint à résidence (10).

Les résistances à cette évolution des conditions de travail ne sont que sporadiques. La lutte dans une boulangerie industrielle Hovis contre des licenciements et corrélativement l'embauche sous contrats « zéro heure » n'a finalement abouti qu'à un accord avec les syndicats mettant ces contrats sous conditions. D'un autre côté les syndicats et le Labour Party social-démocrate ne peuvent guère faire autre chose que dénoncer l'extension de ces contrats et promettre qu'ils les interdiraient ou réformeraient si jamais l'opposition travailliste revenait au pouvoir. Mais pour le moment ils ne peuvent pas dépasser le stade des « prises de position » : la majorité conservatrice se félicite au contraire de

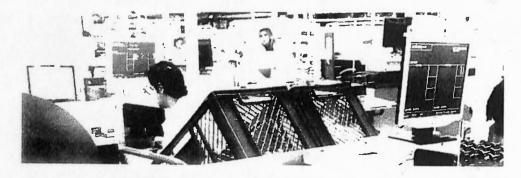
(10) Une atteinte à la liberté du même genre mais plus directe vient d'être instituée pour les chômeurs britanniques : au printemps prochain ceux-ci seront contraints à des travaux d'intérêt général (nettoyer les rues, aider les vieux, etc.) à concurrence de 30 heures par semaine. Pour ce faire, ils devront se pointer chaque jour à l'agence pour l'emploi pour se faire attribuer une tâche immédiate. S'ils ne se pointent pas ou s'ils refusent, ils seront privés d'indemnités pour quatre semaîne, la première fois, pour trois mois la seconde fois.

cette « avancée » dans la liberté totale d'exploitation de la force de travail.

### DES CONSEQUENCES IMPREVUES : LA DESINTEGRATION DES RAPPORTS SOCIAUX

Cette précarité totale, dans la mesure où elle touche un pourcentage de plus en plus important de la population, touche également l'ensemble des structures sociales édifiées depuis près d'un siècle sur la base d'une majorité avec un emploi permanent et un revenu régulier (partie du compromis fordiste). Un seul exemple récent, en France : la pression pour l'ouverture des magasins la nuit et les week-end ne viendrait-elle pas, par-delà les polémiques sur le temps de travail, le repos dominical, etc. d'une nécessité sociale causée par l'expansion de cette précarité qui ne reconnaît plus de régularité dans aucun domaine? A la désintégration de l'organisation traditionnelle du travail correspond une désintégration des structures et des rapports sociaux. On pourrait épiloguer longtemps sur de telles conséquences, qui sont certainement en train de se dérouler sous nos yeux. Mais ceci est un autre sujet. Et un sujet d'études et d'approfondissement.

H.S.



# L'ATTAQUE MONDIALE DU CAPITALISME CONTRE LES SYSTEMES DE RETRAITE

qui engendra la dite mondialisation/globalisation et ses montagnes de dettes.

C'est dans ce contexte que la privatisation des systèmes de retraite a été menée d'abord au Chili (1981), puis au Pérou (1993), en Argentine et en Colombie (1994), en Uruguay (1995), au Costa Rica (1996) et au Mexique (1997). Les anciens systèmes de retraite par répartition ont été remplacés (totalement ou partiellement) par des fonds de pension privés.

A l'origine de ce retournement, on identifia plusieurs causes : la récession économique, la crise de la dette, le surendettement des Etats, la corruption, la fuite des capitaux, l'effondrement de l'activité, le chômage, la faiblesse des rentrées fiscales et l'augmentation de la pauvreté et de l'espérance de vie.

Ces facteurs, nous pouvons aujourd'hui les constater dans l'Union européenne (UE), où l'on parle beaucoup des déficits pu-

IEN QU'EN FRANCE, notre système de retraite soit différent des autres et inversement, l'attaque du capital contre le « salaire différé » est bien mondiale. Elle correspond au re-

tournement monétariste des années 1980

blics et même d'Etats (comme la Grèce) pouvant entrer en faillite. Mais lors de la crise argentine de 2001-2002, c'était déjà ce même problème qui se posait, celui de l'hyper-endettement de toute l'économie de la zone latino-américaine.

Pour rappel: fin novembre 2001, le Fonds monétaire international (FMI) décide de geler un prêt de 1,3 milliard de dollars à l'Argentine. Raison avancée : le gouvernement n'est pas parvenu à honorer l'engagement d'un déficit budgétaire zéro. Cette décision précipite une crise économique, politique et sociale d'une rare ampleur. En quelques semaines, le peso argentin s'effondre, des millions d'épargnants et de retraités se retrouvent sans rien, des manifestations, puis de véritables émeutes s'emparent de Buenos Aires, provoquant la chute de deux présidents de la République successifs (le mandat d'Alfonso Rodriguez Saá ne dure que cinq jours). Avec l'adoption d'un système de retraite par capitalisation, ce sont des millions de retraités qui vont perdre leur épargne en 2001-2002.

Six ans après, le 7 novembre 2008, le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner vote à une écrasante majorité du Parlement la nationalisation des retraites, et fait main basse sur les organismes privés de gestion de l'épargne-retraite, les Administradoras de Fondos de Jubilaciones y Pensiones (AFJP), qui géraient quelque 28 milliards de dollars.

Notre propos ici n'est pas de choisir entre la capitalisation ou la répartition (1),



Manifestation au Portugal contre le traité et la Troika (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international). et FMI).

c'est-à-dire une réforme au sein même du système capitaliste, ce que propose généralement le syndicalisme. Notre propos est essentiellement une critique globale du système capitaliste menant à sa destruction et pas à son replâtrage. La seule préoccupation des gouvernements est d'enfermer les travailleurs dans un système de dichotomie pour qu'ils acceptent au final, calmement, une des réformes de retraite.

Petit à petit, réforme après réforme, les retraites sont rognées (2). Les luttes syndicales permettent seulement de gagner un peu de temps mais le rouleau compresseur avance inexorablement, prouvant que le système capitaliste est non seulement dans l'incapacité de produire des réformes positives; mais qu'il fait disparaître celles durement acquises.

<sup>(1)</sup> Voir à ce sujet la très bonne critique de Mouvement communiste, « Mouvement contre la réforme des retraites : tirer un bilan lucide », http://mouvement-communiste.com/Letters.php?lang=FR, reproduite sur www.mondialisme.org/spip.php?article1603

<sup>(2)</sup> Dès les années 1990, les Etats européens commencèrent à s'attaquer aux systèmes de retraite: « réforme 1992 » en Allemagne, réformes Amato (1992) et Dini (1995) en Italie, réforme Balladur (1993) et plan Juppé (1995) en France. D'autres comme les Pays-Bas, l'Irlande, le Danemark, l'Espagne conclurent des pactes sociaux visant à réformer les systèmes de retraite en fonction des critères de Maastricht.

Dans les pays de l'UE, c'est à qui avancera le plus vite pour faire sauter toute référence d'âge pour prendre sa retraite et reculer la date de cette retraite à coup de loi tout en gelant ou baissant les pensions. Cette offensive de la classe capitaliste s'effectue de manière différente selon les pays. Ils ont même classé ces pays en trois catégories : ceux qui présentent des risques très élevés d'insoutenabilité des finances publiques (Chypre, Grèce, Hongrie, Portugal, République tchèque et Slovénie); ceux qui présentent des risques moyens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Royaume-Uni et Slovaquie); et enfin, ceux qui ont des risques faibles (Autriche, Danemark, Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne et Suède).

Selon cette grille, l'Allemagne d'Angela Merkel veut reculer l'âge de prendre sa retraite à 69 ans.

Le socialiste espagnol Zapatero prolonge la possibilité de prendre sa retraite de 65 ans à 67 ans et à partir de 2010 supprime la revalorisation des retraites. Il procédera en 2011 au gel des salaires des fonctionnaires, le Portugal suivra, la Grèce est dans le même sillage. Récemment, le ministre portugais des finances, Vitor Gaspar, passe à la vitesse supérieure pour que le plan de sauvetage du FMI et l'UE (78 milliards d'euros) ne soit pas remis en cause.

Les mesures sont particulièrement radicales :

- ◆ une hausse des impôts par le truchement d'une réduction des tranches d'imposition de huit à cinq. Le taux moyen d'imposition passant de 9,8 % à 13,2 % en 2013 :
- une baisse des pensions retraite de 10 % et la réduction des prestations sociales;

- une réduction de 2 % du nombre de fonctionnaires :
  - ♦ un taux de chômage de 16 %.

Alors que la paix sociale régnait au Portugal, des manifestations et des grèves se sont multipliées à Lisbonne et dans plusieurs villes du pays.

En Russie, c'est durant la période 2004-2005 que le président Poutine a fait appliquer la loi dite de « monétarisation des avantages sociaux »; cette loi vise les acquis notamment des retraités, anciens combattants, vétérans de la seconde guerre mondiale et invalides du travail. C'est aussi une attaque en règle contre la gratuité des transports publics, de certains médicaments et du téléphone. Dès le début du mois de janvier 2005, la riposte du peuple russe sera imposante, avec des actions radicales : blocage des rues et des axes routiers. Les manifestants réclameront la démission de Poutine, posant ainsi la question du pouvoir.



N FRANCE le gouvernement Hollande poursuit la réforme des retraites enclenchée par la droite; chaque mesure est soigneusement accompagnée d'arguments. La vague

grise du « papy boom » (l'arrivée à l'âge de la retraite des enfants du « baby boom ») aurait pour conséquence de faire passer le déficit de 4,5 milliards d'euros à 20 milliards en 2020. Alors, nous disent-ils en chœur, il faut sauver les retraites... en faisant en sorte qu'elles disparaissent et ouvrent la voie à la capitalisation qu'exige le capital financier.

Les mesures prises par le gouvernement du socialiste Hollande (voir page 16) vont renforcer ce capital financier qu'il prétendait réduire. Sachant que plus de la moitié des retraites et pensions sont inférieures à 1 530 euros par mois, souvent frappées par des complémentaires santé onéreuses, la paupérisation de cette moitié de retraités a commencé.

Le président Hollande poursuit les réformes de son prédécesseur Nicolas Sar-kozy. Ce dernier avait allongé de six trimestres le temps de cotisation entre 2003 et 2019 pour avoir une retraite à taux plein. Le président Hollande poursuit lui aussi en augmentant de six trimestres de 2020 à 2035.

Ce qui veut dire que les salariés nés en 1973 seront dorénavant rivés au boulot jusqu'à 68 ans.

Dans la réalité, les employeurs ne désirant pas garder une force de travail déclinante, force est de constater qu'actuellement plus d'un salarié sur trois ne peut partir avec une retraite pleine et entière. S'ils partent malgré tout à 62 ans, ils le font avec une retraite amputée de 8 %.

Certains sont libérés du travail beaucoup plus tôt, du fait des fermetures d'entreprises. Le chômage des plus de 55 ans ne fait qu'augmenter à mesure que recule l'âge du départ en retraite. Ceci revient à transférer sur le chômage une partie des pensions.

L'Etat aux ordres du capital financier fait le bon calcul, sachant que les indemnités chômages sont souvent inférieures aux pensions attendues.

### L'exploitation des seniors

Alors que la jeunesse est dans la précarité jusqu'au cou, en France (415 000 adultes logent encore chez leurs parents), on prolonge le temps de travail après 60 ans. Il faut que les vieux (les seniors) restent en selle et plus moyen de sauter en marche; les pré-retraites ... pas avant 62 ans ou 67 ans.

### Mesures Hollande

- ♦ Augmentation de six trimestres de 2020 à 2035 pour bénéficier d'une retraite pleine et entière. Tous ceux nés après 1954 devrons travailler jusqu'à 67 ans pour obtenir une retraite pleine et ceux nés à partir de 1973 devront cotiser 43 ans.
- ♦ Les pensions sont partiellement désindexées de l'inflation officielle par un report de six mois, ce qui fait perdre en moyenne 0,9 % de pouvoir d'achat.
- ◆ Abolition de l'exonération d'impôt sur les 10 % de majoration pour les parents de trois enfants et plus, cette somme est fiscalisée.
- ♦ Mise en place de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (Casa), un nouveau prélèvement social issu de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013. Elle s'ajoute aux prélèvements sociaux existants, CSG et CRDS, et est prélevée sur les retraites pour financer la perte d'autonomie et la dépendance. Le taux de cette contribution est de 0,3 %.

L'emploi des seniors est présenté comme une opportunité à saisir par les entreprises. Mais que recouvre cette opportunité? La presse parle de transmission des connaissances et des compétences.

L'Union européenne s'était fixée comme objectif à atteindre un taux d'emploi des seniors de 50 % et un relèvement progressif de fin d'activité de cinq années. Il faut donc considérer l'emploi des seniors comme étant une idéologie visant à l'allongement du temps de travail pour avoir sa retraite.

Dans la réalité il s'agit le plus souvent de réembaucher des salariés qualifiés à bas prix, avec des horaires flexibles. Seule-

### POUR UN ASSURÉ NÉ EN 1958, 1959, 1960 1961, 1962, 1963 1964, 1965, 1366 1967, 1968, 1969 1970, 1971, 1972 1973 et après

# DURÉE DE COTISATION 41 ans et trois trimestres

trois trimestres
42 ans
42 ans et un trimestre
42 ans et demi
42 ans et
trois trimestres
43 ans

ment le système ne semble pas fonctionner comme le souhaitait le gouvernement; le taux d'activité des plus de 55 ans est faible en France (39 % en 2009), de quoi énerver les pouvoirs publics, qui ont lancé en octobre 2012 leur « contrat de génération » (3). Les plans d'action seniors approuvés par le patronat et tous les syndicats en 2010 se soldent par un échec puisque, pour un quart des entreprises se disant intéressées, seules 6 % l'ont mis en œuvre. Enfin, pour combler la paupérisation des seniors licenciés ou ayant une faible retraite, il y a le jackpot du « CDD senior » qui, comme son nom l'indique, est réservé au recrutement de salariés de 57 ans et plus. D'une durée de dix-huit mois, il peut être prolongé jusqu'à trente-six mois.

### De l'importance de la lutte contre les réformes des retraites

Tout d'abord cette lutte touche le plus

grand nombre et elle est la plus unificatrice du monde du travail, elle intéresse les jeunes comme les seniors (on est senior à partir de 45 ans). Elle dépasse les frontières nationales et est commune au privé et au secteur public malgré les cris d'orfraie de l'organisation réactionnaire de « sauvegarde des retraites ». Elle est directement politique; elle cible non seulement l'Etat, mais le capital financier à l'échelle mondiale. En France la « bataille des retraites » aura connu deux points forts :

- ♦ le mouvement de 1995 centré sur la fonction publique à demi-victorieux puisque le projet Juppé fut retiré;
- ♦ le mouvement contre la réforme Fillon II en 2010.

Ces deux mouvements ont révélé la faiblesse tant de la bourgeoisie que de celle du monde du travail. Nous avons déjà montré la force et la faiblesse des manifestations contre la réforme des retraites (voir Echanges n°134, automne 2010). Notamment que les syndicats étaient toujours les seuls à pouvoir organiser des manifestations significatives à l'échelle de toute la France; et que les grèves syndicales sont pipées parce qu'elles rassemblent surtout des professionnels de la manif. Le nombre peut venir non pas de la participation active d'un nombre important de travailleurs : c'est un fait connu que les confédérations syndicales peuvent, si elles le jugent nécessaire pour faire pression politiquement, « mobiliser » tous ceux qui dans les entreprises ont droit légalement à du temps « non productif » payé, y compris à l'extérieur de l'entreprise.

Une usine de taille moyenne, employant par exemple 1 000 travailleurs, peut ainsi « mobiliser » une quarantaine de « représentants syndicaux », tous syndicats confondus. S'y ajoutent éventuellement

<sup>(3)</sup> Le contrat de génération est issu d'un accord national interprofessionnel, signé par toutes les organisations syndicales et patronales le 19 octobre 2012, et entré en vigueur en mars 2013. Il s'inscrit dans la bataille pour l'emploi, priorité du gouvernement.

quelques fidèles auxquels les horaires en équipes où les ajustements de la loi sur les 35 heures permettent d'aller manifester sans perte de salaire (4) (.

Mieux, il est courant de voir des délégués distribuer des appels à la grève et ne pas la faire; et d'autres, se mettre en RTT. Depuis quelques années, un climat de défiance s'est établi dans les entreprises visà-vis des grèves syndicales.

En 2001, le mouvement a été plus puissant que ne le pensaient le gouvernement et les syndicats; ce fut sa force lors de la manifestation du 7 septembre 2010 qui se voulait semblable aux manifestations précédentes contre la réforme des retraites. Non seulement celle de Paris rassembla beaucoup plus de participants que les actions antérieures, mais dans de nombreuses villes de province elles regroupèrent plus de participants que les effectifs syndicaux (2,7 millions de participants dans le pays).

Ceci montre que la protestation contre la réforme du système de retraite contient un autre élément plus général. Elle traduit un mouvement simple de mécontentement social qui ne peut s'exprimer en raison des particularismes que nous avons soulignés mais qui peuvent profiter de cette opportunité pour paraître au grand jour. Cette caractéristique est vérifiable dans d'autres pays.

Le mouvement contre la réforme des retraites est toujours le catalyseur d'une révolte sourde qui ne parvient pas à s'exprimer parce qu'elle butte sur l'objectif de paralyser l'économie.

Au moment où je termine cet article, j'apprends que la réforme de Hollande vient de passer au Parlement. Quant à la manifestation des syndicats, elle a, selon le syndicat Force ouvrière, rassemblé 15 000 personnes(en réalité environ 5 500) place de la Concorde, à Paris.

Gérard Bad

<sup>4)</sup> Ce que l'on appelle « les grèves RTT » résultent de l'application de la loi sur les 35 heures de travail par semaine qui permet au travailleur de cumuler des journées de repos payées qu'il peut prendre tout au long de l'année notamnent pour participer à une manifestation pendant les heures de travail sans perte de salaire.



# FRANCE L'AUTOGESTION A LA RESCOUSSE DANS LA CRISE DU CAPITAL

des et fi loi « et so difiz (soc ouv tion

e 24 JUILLET, le conseil des ministres a discuté et finalisé un projet de loi « Economie sociale et solidaire (ESS) » modifiant le statut des scop (sociétés coopératives ouvrières de production) qui, en France dé-

finit le cadre juridique des coopératives, autrement dit la manière dont l'autogestion doit fonctionner sous le capital. Ce projet qui devait venir en novembre devant le Parlement prévoit notamment les modalités selon lesquelles les salariés d'une entreprise pourront la reprendre lors du décès du propriétaire.

Il n'est ni utile, ni nécessaire d'entrer dans les détails de ce projet qui ne fait que compléter la législation déjà existante sur les coopératives et favoriser la création d'une scop dans ces circonstances précises, d'autant plus qu'il peut être modifié lors de son vote.

Les coopératives de production ou de consommation, agricoles ou industrielles, sont parfaitement intégrées dans ce monde. Elles ne sont souvent qu'un cadre pratique pour couvrir une situation proche de celle de n'importe quelle entreprise capitaliste et de plus leur importance relative face à la puissance des multinationales les relègue au rang de marginalités économiques.

Il ne s'agit même plus de critique théorique de l'autogestion mais seulement de considérer ce qu'elles sont réellement dans le système capitaliste et le rôle que leur présence peut jouer eu égard à l'ensemble du système productif mondial. Deux exemples extrêmes permettent de situer dans quel sens toute coopérative peut évoluer.

Des grèves récentes en Italie ont révélé que tout le secteur logistique est sous forme de coopératives, ce qui permet - un paradoxe quant au principe même de l'autogestion - de tourner totalement les lois sur le travail et de garantir une exploitation maximum de la force de travail. C'est tout simple, les quelques dirigeants majoritairement propriétaires de la coopérative, contraignaient les postulants salariés à être coopérateurs, ce qui les excluait de la condition de salarié et des garanties et avantages sociaux réservées aux salariés. Ceci permet une exploitation sans limites légales, puisqu'ils s'auto-exploitent comme tout « indépendant ».

Un autre exemple est donné par cette coopérative que les milieux de l'autogestion

citent souvent, l'espagnole Mondragon. C'est en fait un conglomérat de sous-traitants dispersé dans le monde, qui n'a rien d'une coopérative; grâce à cette internationalisation, son chiffre d'affaires atteint environ le montant du seul budget de publicité d'un autre conglomérat international, le chaebol coréen Samsung. La faillite récente de Fagor Electrodometicos, filiale de Mondragon, illustre la domination capitaliste sur les activités des coopératives.

On pourrait multiplier à l'infini toutes les variations capitalistes des coopératives de par le monde, la pureté autogestionnaire étant peut-être seulement réservée à de très petites scops, et encore dans certains secteurs économiques spécifiques, celles qui servent de support à l'idéologie autogestionnaire. Cette idéologie ignore le fait simple que toute activité économique dans un monde capitaliste est contrainte peu ou prou de se plier aux règles de fonctionnement de ce système. Bien que l'on dise que les coopératives de toutes sortes regrouperaient près de 10 % de l'activité économique en France et 2,4 millions de travailleurs, on ne dit jamais ce qui se cache derrière ces chiffres : beaucoup d'entreprises privées qui n'ont rien ou presque rien à voir avec les principes avancés de l'autogestion ouvrière.

On remet au goût du jour la coopérative comme solution de survie d'un système qui n'arrive à résoudre ses contradictions que pour tomber dans d'autres contradictions; elle ne devrait pourtant pas apparaître comme la panacée à la lumière des récentes tentatives de la promouvoir sous le slogan de « reprise de l'entreprise capitaliste par ses travailleurs ».

Trois exemples récents permettent de se faire une idée des difficultés que rencontre l'engagement dans cette voie de sauvetage d'une entreprise en difficulté ou d'une unité fermée pour cause de stratégie économique d'une multinationale.

Frailb à Gemenos près de Marseille. Seule une partie des salariés (77) occupent l'usine de conditionnement de thé et tisanes fermée depuis deux ans par le trust Unilever. Le projet de scop qu'ils voudraient bien créer suppose la reprise d'une marque déposée par Unilever, mais la multinationale refuse absolument d'accéder à cette requête, même en sous-traitance.

Un des points particuliers de ce projet a été le rachat du terrain et des bâtiments de l'usine par la Communauté urbaine qui les mettrait à disposition de la future scop. Cette dissociation du capital fixe et du capital variable va se retrouver dans la scop constituée suite à la mise en faillite de Seafrance (1).

### Seafrance à Calais.

Lors de la liquidation de Seafrance, entreprise qui exploitait la liaison Calais-Douvress, ses trois ferries ont été rachetés par Eurotunnel, un groupe qui exploite le tunnel sous la Manche, une filiale de fret, Europorte, et, suite à ce rachat, une branche de trafic maritime. Mais cette activité d'armateur a pris un caractère très spécifique : l'exploitation desdits navires pour le trafic transmanche a été confiée à une scop constituée par les anciens salariés de Seafrance sous le nom de MyFerryLink.

Cette scop a prospéré au point qu'en

<sup>(1)</sup> Cette dissociation n'est pas rare dans le capitalisme d'aujourd'hui: par exemple pour les chemins de fer en France, la SNCF a été divisée entre propriété et entretien des voies au Réseau Ferré de France (RFF) et la nouvelle SNCF, propriétaire des trains et gestionnaire du trafic. (comme antérieurement en Grande-Bretagne). Et ce n'est pas un cas isolé.

août 2013 elle prenait 11 % du trafic transmanche et le groupe Eurotunnel prenait alors plus de la moitié de ce trafic. C'est là que les choses se sont gâtées pour la scop. La Grai.de-Bretagne, pays de la libre concurrence, met en fait des barrières à cette concurrence pour la protection des intérêts du capital britannique.

Une des compagnies de ferries, la plus concernée par cette concurrence, P & O, et une autre danoise, DFDS Seaways (associée à l'armateur français Louis Dreyfus), ont intenté un procès à Eurotunnel devant la « Competition Commission » britannique prétendant que le rachat et l'exploitation des navires de Seafrance mettrait Eurotunnel en position de quasi-monopole et pourrait alors imposer des prix préjudiciables aux utilisateurs. Un premier jugement leur a donné raison en ordonnant à Eurotunnel de vendre deux navires sur trois sous peine de se voir fermer l'entrée du port de Douvres. C'est une situation cornélienne car le jugement du tribunal de commerce de Paris attribuant les trois navires à Eurotunnel comportait une clause lui interdisant la vente des ferries.

Le 4 décembre, cependant, la cour d'appel britannique a autorisé les ferries de la scop MyFerryLink à continuer de relier Calais à Douvres. Mais toute l'affaire montre les limites de l'utilisation de la forme coopérative qui, dans ce cas, n'est finalement qu'un organisme de gestion (d'autogestion bien particulière) de la force de travail pour le compte d'un capitaliste.

### Goodyear à Amiens.

Une opération du même genre est tentée pour l'usine de pneumatiques Goodyear d'Amiens. Là aussi, une scop reprendrait la fabrication des pneus agricoles, à condition que Goodyear lui cède ou la marque

ou la sous-traitance. Bien sûr, comme dans le cas de Fralib, le trust s'y oppose et les choses tournent autour de batailles juridiques comme dans le cas antérieur de l'usine Continental près de Compiègne. De toute manière, si cette solution pouvait se mettre en place, la scop ne serait qu'un maillon dans le giron d'un groupe capitaliste puissant qui imposerait l'ensemble des facteurs économiques déterminant, au final, les conditions de gestion de la force de travail. Les décisions des « coopérateurs » seraient entièrement déterminées par des facteurs extérieurs aux mains du capital, à l'exception de quelques modalités sans influence réelle sur les conditions d'exploitation.

Ces exemples montrent que le sort d'une coopérative reprenant une activité quelconque et que la réalité quelque peu fallacieuse d'une telle voie, préconisée très timidement par le projet de loi « Economie sociale et solidaire », ne sont qu'un replâtrage politique face à l'énormité de la crise du capital.

H.S.

### Bibliographie

Parmi les innombrables ouvrages sur l'autogestion :

- ◆ Autogestion, hier, aujourd'hui, demain, Editions Syllepse, 2010
- ◆ De l'autogestion, théories et pratiques, CNT-RP, 2013
- ◆ Contre le mythe autogestionnaire, brochure, 2011

http://mai68.org/spip/IMG/pdf/mythe\_autogestionnaire\_rotation.pdf

### DANS LES PUBLICATIONS

# France: oppositions aux projets pharaoniques

Les résistances locales aux projets pharaoniques au nom du progrès :

- ♦ dans Courant Alternatif n° 233 (octobre 2013), sur l'aéroport de Notre-Damedes-Landes, sur la construction d'un nouveau stade de l'Olympique Lyonnais, la lutte contre le TGV pays basque sud;
- ♦ dans Article 11 (novembre-décembre 2013) : Notre-Dame-des-Bois, opposition à une scierie géante dans le Morvan ;
- ♦ dialogues à propos de Notre-Dame-des-Landes, série d'entretiens avec des participants à l'occupation du terrain, n° 1 (6 février 2013), n° 2 (13 mars 2013), n° 3 (16 novembre 2013) (Les Dialogues c/o Café Licresse, 9 rue de l'Hôtel de ville 44000 Nantes):
- ♦ «Cet été nous avons relayé à plusieurs reprises des informations concernant la lutte menée à Caen par l'AG de Lutte Contre Toutes les Expulsions, qui avait ouvert un squat au 202 de la rue de Bayeux pour accueillir des demandeurs d'asile expulsés des foyers d'hébergement d'urgence du 115 (plu-

sieurs centaines de personnes à la rue suite à des coupes budgétaires). Depuis la lutte n'a pas cessé. Le "202" a été expulsé mais peu après un nouveau squat a été ouvert au 103-109 rue de Bayeux. Le n°4 du bulletin d'information de l'AG avec un récapitulatif des actions menées depuis août, des témoignages d'expulséEs et des articles politiques plus généraux.»

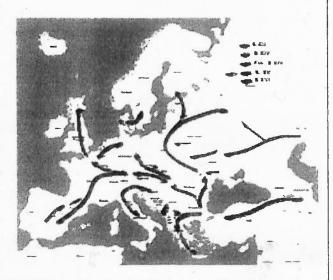
assemblee.libertaire@laposte.net »

### Austérité

◆ La revue Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité appelle les classes populaires à engager « La bataille de la TVA et de l'austérité » dans son n° 27 (septembre 2013). Un appel réitéré dans le n° 28 (novembre 2013) sous le titre « Leur force vient de notre faiblesse ».

### Roms

♦ Après l'expulsion de la famille Dibrani, des Roms du Kosovo, la revue Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité prend parti dans son n° 28 (novembre 2013) en faveur des Roms : « Le racisme anti-roms : un cancer politique », et reproduit un tract que ses militants ont distribué lors de la



sont dépassés et, d'autre part, dans la période de déclin, la persistance d'ilots de résistance, qui, de toute façon, ne peuvent pas subsister longtemps.

Pour en venir à l'Espagne de 1936. j'ai écrit au début de cette réponse, que le terme « révolution » au sens d'une libération du système capitaliste me paraissait assaz impropre. La République n'a pas été établie de haute lutte comme la révolution française de 1789, mais, à la suite de mouvements qui pouvaient passer pour insurrectionnels (l'Espagne en connaissait beaucoup depuis des années aussi bien ouvriers que militaires) et l'impuissance de la monarchie à les endiguer a conduit au départ du roi et à la fin de la monarchie. On pouvait parler alors de république bourgeoise, mais la domination de la bourgeoisie sur l'aristocratie foncière paraissait particulièrement fragile (en France, 1789 n'avait pas non plus réglé ce problème qui mit près d'un siècle à être résolu par une domination sans conteste de la bourgeoisie). L'insurrection asturienne de 1934 (isolée par défaut de réaction de classe dans les autres régions d'Espagne et son isolement politique, particulièrement par le non soutien de la CNT sauf localement) vit sur certains points des tentatives révolutionnaires, ce qui inquiéta particulièrement la bourgeoisie : l'intervention de l'armée pour écraser cette insurrection dans le sang conduisit au paradoxe d'une armée dont les chefs étaient issus de cette aristocratie foncière et monarchiste appelée à sauver une république bourgeoise naissante.

Historiquement, chaque fois que l'armée est appelée à sauver un régime, elle s'impose comme une force essentielle de ce régime. Les élections de 1936 por-

tant au pouvoir politique, de manière tout à fait légale, une faible majorité d'une coalition de tous les partis « républicains », depuis les partis bourgeois jusqu'aux anarchistes, sous l'étiquette du « Front Populaire », l'auraient placée, si le coup d'Etat militaire n'avait pas eu lieu. devant un dilemme : comment répondre aux aspirations populaires souvent radicales mais émanant en fait d'une classe ouvrière très différenciée parce que se référant à des structures économiques très différentes? La tentative de coup d'Etat militaire ne réussit pas, à cause d'une réaction populaire spontanée présentant souvent des caractères et des modes d'organisation révolutionnaires, mais dont l'objectif était quand même de sauver une république bourgeoise. Cet élan révolutionnaire transcendait pourtant les divergences d'intérêts pouvant exister entre les différentes couches du prolétariat.

### Allégeance

On peut épiloguer sur le fait que cet élan ne se hissa pas au point de tenter de créer les propres organes d'une autre société (qui aurait eu un caractère défini par les tâches économiques à accomplir) et attendait semble-t-il que cette tâche incombât aux organisations se disant « révolutionnaires » (dont une bonne partie des militants et de travailleurs adhérant à ces idéologies participaient à la réaction populaire). Mais dans ces circonstances, ce que l'on pourrait appeler la « démission des avant-gardes », fit que les leaders qui auraient pu répondre à cette attente des masses ouvrières insurgées, firent en fait allégeance aux dirigeants en place de la république bourgeoise (ce qui appelle à une réflexion sur le rôle des organisations révolutionnaires face aux as-

pirations des masses en révolte). L'entrevue des dirigeants de la CNT avec Companys, président de la Généralité de Catalogne, le 21 juillet 1936, est assez édifiante à ce sujet (1). C'est ce dernier qui comprend la situation, mieux que les leaders de la CNT : en lui rendant visite, ils accréditent sa fonction et en fait font allégeance aux représentants de la république bourgeoise. Les conséquences quant à l'élan révolutionnaire ne se feront pas attendre. Comme le constate Gerald Brenan : « A la fin de 1936 la période des comité: et de la révolution sociale est révolue (2). » Les journées de mai 1937 seront le chant du cygne des derniers défenseurs de l'élan révolutionnaire. Les plus radicaux seront aussi éliminés comme Durruti.

Dans cette évolution, et progressivement, l'essentiel des participants de cet élan retournent à la défense de leurs intérêts particuliers c'est-à-dire aux formes traditionnelles de résistance en fonction de leurs intérêts spécifiques. Ceci d'autant plus que la lutte armée classique et l'internationalisation de cette guerre civile imposent les règles infrangibles de conservation du régime capitaliste et de la défense Je la démocratie bourgeoise. C'est ce que souligne le travail de Michael Seidman qui pèche peut-être par la trop grande importance qu'il accorde aux attitudes individuelles, mais dont le grand intérêt est de montrer que les travailleurs,

Outre la masse de ceux qui se sont impliqués dans la réaction populaire à la tentative de coup d'Etat militaire et dont je viens de décrire l'évolution possible, mis à part ceux que tu appelles les « militants idéologiques », il y a évidemment dans une société aussi diversifiée que l'est alors l'Espagne, et particulièrement la Catalogne, une masse non négligeable de gens qui, dès le départ ne voient aucun intérêt à participer et, comme tu le soulignes, « essaient tout simplement de se débrouiller dans la tempête où par hasard ils se trouvent ». Ceux qui se cachaient ou se tenaient à carreau quand tout était trop chaud et contraire à leur intérêt viennent. dans le reflux du mouvement, renforcer les résistances des désabusés de l'action.

Bien sûr, ce que je viens d'exposer peut paraître schématique, mais à mon avis, c'est l'explication de la contradiction que tu soulèves dans ton mail. Si Michael Seidman accorde parfois trop d'importance aux attitudes individuelles et ne les relie pas trop à la défense de positions de classe, de ton côté, tu sembles privilégier l'engagement politique détaché de la défense des intérêts de classe et de la manière dont elle se manifeste (une collection d'actes individuels et/ou une action collective qui se développent par une perspective commune dans des actes diffé-

s'ils ne sont pas ou ne sont plus pris dans un mouvement où ils mettaient de grands espoirs, autre chose que l'application d'une idéologie, retournent à la défense classique de classe individuelle ou collective quel que soit celui qui leur impose l'exploitation. Dans le cas de l'Espagne ils comprirent rapidement que ce pourquoi on leur demandait de faire des sacrifices ne correspondait pas à ce qu'ils avaient pu espérer à l'origine du mouvement.

<sup>(1)</sup> Cité par Broué et Témine, La Révolution et la guerre d'Espagne, éd. de Minuit, 1961, p. 112; citation qui reproduit celle de Garcia Oliver, Dans la tourmente.

<sup>(2)</sup> Gerald Brenan, *The Spanish Labyrinth*, 1960, p 327; traduction française: *Le Labyrinthe espagnol*, éd. Ruedo Ibérico, 1975.

# C ONFUCIANISME

Un de ces préjugés qui, si l'on en croit de nombreux écrivains, expliquerait à tout coup la présumée passivité des classes laborieuses au Japon, serait l'imprégnation de la société japonaise par une morale confucéenne. Par confucianisme, ces auteurs entendent généralement une doctrine érigée sur la piété filiale (kô en japonais); la vie sociale ressemblerait à la vie d'une grande famille qui relierait chaque sujet de l'empire par la vénération de ses ancêtres domestiques. Cette interprétation des faits en appelle à une théorie de l'Etat-famille (kokka kazeku) concoctée au Japon au xixe siècle par des idéologues de la restauration impériale.

Or à l'époque moderne, de la morale confucéenne au Japon on peut dire qu'elle n'a d'influence, si jamais elle en a eu, que parmi les élites parvenues au pouvoir en 1868. Il s'agissait alors pour les idéologues de la restauration de Meiji de faire obstacle au bouddhisme qui avait servi avec zèle le régime précédent des Tokugawa (1603-1867).

Les Japonais ne sont pas un peuple religieux mais plutôt superstitieux; il n'attend pas d'un corpus religieux servi par des prêtres un guide pour la vie éternelle, mais cherche au hasard un manuel de savoirvivre en collectivité. Bien que le quotidien du Japonais moyen semble à des yeux étrangers baigné de spiritualité, shintô (1), bouddhisme (2), christiannisme se partagent la manne des clients. Il s'agit d'acheter ce que l'on croit le meilleur : on fera ainsi bénir sa voiture par un prêtre shintô pour éviter les accidents, on ira prier pour les morts dans un temple bouddhiste pour que le mort ne connaisse pas les tourments d'une vie éternelle, on se mariera formellement chez les chrétiens parce que la cérémonie est jolie, etc.

Le confucianisme nie les tensions entre individus au sein de la collectivité humaine au profit d'une harmonie factice qui garantit le pouvoir des uns sur les autres et répond à ce besoin de codifier ce qui n'est qu'une manière de se comporter collectivement. Les Japonais adorent poser un nom de code sur tout ce qu'ils font : ils parlent en ce sens de honne (la vérité que l'on

sœur qu'un concurrent, un gêneur, un tourbillon brutal lancé au cœur d'une société policée. » (Vadime et
Danielle Elisseeff, La Civilisation japonaise, éd. Arthaud, 1989, p. 17). Selon cette vision du monde, l'archipel japonais résulterait de la dispersion séminale
issue de la copulation entre Amaterasu et le géniteur
de son fils Ninigi no mikoto; et ce dernier serait à
son tour le géniteur du premier des empereurs japonais,
Jinmu tennô, dont descendrait toute la lignée impériale jusqu'à nos jours. Après la restauration impériale de Meiji, en 1868, les idéologues de la cour ont
répandu cette conception de l'empereur dieu vivant
qui reflète l'extrême hiérarchisation de la société japonaise.

(2) Le bouddhisme a au Japon une longue tradition de moines-guerriers (sôhei). Les sectes bouddhistes furent au début de l'ère Meiji particulièrement persécutées parce qu'elles incarnaient l'ancien régime des Tokugawa. Puis, la Constitution de 1889 donna une réponse définitive à la question religieuse dans son article 22 en faisant une place aux bouddhistes en échange de leur soumission au pouvoir impérial. Pendant la deuxième guerre mondiale, les bouddhistes, zen et autres, participèrent avec ferveur aux combats; lire à ce propos Brian Victoria, Zen at War, Weatherhill Inc., 1997 (traduction française: Le Zen en guerre, 1868-1945, éditions du Seuil, 2001).

<sup>(1)</sup> Le shintô est une religion animiste qui repose sur une fondation légendaire du Japon issu de la procréation par les divinités Izanagi et Izanami du frère et de la sœur Susano onomikoto et Amaterasu ômikami: « Susano onomikoto est moins l'antithèse de sa

garde pour soi) et tatemae (ce que l'on présente aux autres); la morale confucéenne offre ce côté pratique de sembler réconciler honne et tatemae. Un observateur attentif remarquera cependant rapidement que cette prétendue piété filiale n'a aucune valeur universelle au Japon : elle ne s'adresse qu'à son supérieur hiérarchique, sans considération d'âge, rarement à un ancien du groupe s'il n'est qu'un subalterne, et quasiment jamais à une personne âgée n'appartenant pas au groupe; j'ai ainsi souvent constaté dans le métro de Tôkyô de nombreuses personnes âgées qui restaient debout parce que personne ne leur offrait un siège et, tout comme à Paris, il y a des sièges réservés qu'aucun jeune n'est prêt à quitter de bon gré.

# ATERNALISME

Le Japon d'avant 1868 présentait tous les caractères de la société féodale telle que les historiens, principalement Marc Bloch (1886-1944) (3), l'ont décrite dans plusieurs pays d'Europe. En particulier, une réunion d'individus en familles, mesnies, fiefs et royaumes, censés apporter protection à chacun de ses membres dans des sociétés où la violence laissait peu de chances de survie à l'individu isolé. Il n'est par conséquent pas étonnant que ce besoin de survie se soit exprimé sous la forme de vertus familiales et qu'elles ne valent qu'à l'intérieur de tel ou tel groupe constitué; lorsqu'une famille venait à déchoir ou à se dissoudre, les éléments qui la composaient devaient s'agréger à une autre. Au caractère religieux de l'ancien régime il faut joindre

son caractère paternel, ou, pour employer une expression courante dans la France d'avant 1789, patronal.

Dans les campagnes japonaises cette organisation de type féodal s'exprime jusqu'en 1945 dans un type de relations sociales que les chercheurs japonais qui s'y sont intéressés ont appelé dôzoku (dô signifie identique, et zoku groupe, famille ou clan) (4) : cette « famille élargie » ne se conçoit pas uniquement en termes de relations entre personnes liées par le sang. mais comme un groupe local de familles et d'individus coopérant et vivant ensemble, pour certains sous le même toit. Un village (mura) ou un hameau (buraku) se composent alors d'une mosaïque de dôzoku. Cette structure régule le mode d'héritage de ses membres, organise les rapports économiques et les occupations ainsi que les rapports sociaux en son sein et avec l'extérieur.

Elle entraîne des relations qui repose sur des obligations (giri) entre participants à un dôzoku. Ces obligations sont mutuelles: le supérieur en accordant sa bonté à ses inférieurs (lui remettant des dettes, lui fournissant des semences en cas de manque, etc.), que l'on appelle on en japonais; et l'inférieur, dont la reconnaissance envers son supérieur ne peut être apu-

<sup>(3)</sup> Marc Bloch, La Société féodale, éd. Albin Michel, 1939.

<sup>(4)</sup> Pour cette partie, j'ai utilisé un rapport présenté en anglais devant The Ohio State University Research Foundation: Michio Nagai [Nagai Michio], DOZOKU [Dôzoku], A Preliminary Study of the Japanese "Extended Family" Group and Its Social and Economic Functions (Based on the Researches of K. Ariga) (Une étude préliminaire de la « famille élargie » japonaise et ses fonctions sociales et économiques), Report by the Ohio State University Research Foundation, septembre 1953. L'auteur s'est fondé sur plusieurs travaux d'Ariga Kizaemon et Tsuchiya Takao, parus dans les années 1930 et 1940, qui ne sont pour l'heure, à ma connaissance, traduits dans aucune langue occidentale.

rée parce que non quantifiable, doit rendre à ce dernier des devoirs (corvées, cadeaux à l'occasion d'un événement extraordinaire tel que mariage ou deuil, etc.). Tout ceci sans contrat légal formel.



Nagai Michio rappelait en 1953 que, malgré la réforme agraire imposée par l'occupant américain après 1945, le système du dôzoku demeurait vivace, parce que cette réforme, qui fit de certains fermiers des propriétaires, ne s'appliqua pas à l'ensemble des terres agricoles, et absolument pas aux territoires couverts de forêts. Ce n'est qu'avec l'urbanisation croissante qu'il disparut peu à peu dans les années ultérieures.

Dans les villes, l'industrie japonaise s'est développée sur un type de relations économiques et sociales qui, quoique différentes, ressemblent au dôzoku par certains aspects: un système que les Japonais nomment oyabun (patron) kobun (subordonné). Cette organisation des rapports entre patrons et employés est un pur exemple de relations rituelles entre inégaux. Toutefois, le vocabulaire utilisé se réfère à la famille: oya signifiant parents et ko, enfant, ce dernier mot impliquant à la fois une idée de protection et d'infantilisation.

Au XXI' siècle, ces termes d'oyabun et kobun ont disparu du vocabulaire courant, mais les relations paternalistes qu'ils désignaient sont restées quasiment inchangées, principalement dans les petites et moyennes entreprises. Et dans la société japonaise toute entière, toutes classes sociales confondues, règnent des rapports qu'un psychanalyste japonais a décrit comme « relations suaves » (amae no kôzô) (5) qui introduisent entre les personnes des rapports de dépendance mutuelle où il s'agit de ne jamais chercher le point de rupture mais au contraire de parvenir à un consensus.

# C OMMUNISME

Là où certains disent ou écrivent que les Japonais seraient dociles et, qu'à l'opposé, les Européens cultiveraient esprit critique et indépendance, je n'ai pu, pour ma part, que constater qu'il y a sans doute autant de Japonais affranchis que d'Européens non-assujettis, finalement très peu, et beaucoup d'assujettis partout. Au fond, chacun essaie de satisfaire ses intérêts et, s'il transgresse les interdits que lui impose la société dans laquelle il vit, c'est la plupart du temps en se cachant secrètement derrière la défense publique de ces interdits.

En obligeant les individus à vivre en groupe, la société japonaise les place dans un extrême isolement individuel qui empêche chacun de penser à sa propre condition. C'est pourquoi un patron anglo-saxon pouvait écrire en 1988 que le communisme était une réussite au Japon (6). Ni Douglas Moore Kenrick ni moi n'utilisons évidem-

<sup>(5)</sup> Doi Takeo, Amae no kôzô, éd. Kôbundô, 1946 (traduction française: Le Jeu de l'indulgence. Etude de psychologie fondée sur le concept japonais d'amae, L'Asiathèque, 1988).

<sup>(6)</sup> Douglas Moore Kenrick, Where Communism Works. The Success of Competitive Communism in Japan (Là où marche le communisme. La réussite du communisme compétitif au Japon), Charles E. Tuttle Company, édition de 1990 (1° édition: 1988).

ment le mot communisme dans sa signification utopique, mais dans l'unique réalité de son application dans les pays communistes ou ex-communistes : planification de l'économie par en haut, soummission des travailleurs à leurs ex-



ploiteurs, interdiction de critique et Etat omnipotent aussi bien dans la répression de la population que dans la satisfaction de ses besoins.

Il n'y a, à notre époque, qu'une différence de degré entre les différents Etats du monde dans leur imposition du pouvoir à leurs populations, chacun ayant sa manière en fonction de ses singularités historiques. Dans le Japon d'avant la deuxième guerre mondiale, les entreprises n'étaient pas nationalisées mais l'Etat planifiait l'économie d'une main de fer avec l'accord tacite des entrepreneurs : contrôle des classes laborieuses à l'intérieur du pays, contrôle des importations et exportations de marchandises, recherche de sources d'approvisionnement en matières premières ayant conduit aux aventures coloniales, envoi de délégations dans plusieurs pays industrialisés aux fins d'en rapporter la technologie qui faisait défaut au pays, etc.

Le gouvernement japonais s'immisçait dans la vie privée des travailleurs par un maillage serré du voisinage par une police omniprésente, mais aussi par l'organisation des entreprises qui se chargeaient souvent de loger, ou d'aider à se loger, les travailleurs qui leur étaient indispensables et, par-là, pouvaient aisément surveiller leurs activités dans et hors le travail. Une forte tête était immédiatement repérée et risquait non seulement la perte de son travail mais aussi de son logement; sans compter la cir-

culation de listes noires entre patrons et de listes de burakumin qui empêchaient quiconque ne se pliait pas aux conventions de prétendre à toute profession autre que les plus basses et les moins bien rémunérées.

Cette surveillance perpétuelle, même dans une grande ville comme Tôkyô, s'appuyait sur le zèle des voisins à se dénoncer les uns les autres. Car le collectivisme bureaucratique suppose une stabilité de la vie en société au niveau le plus bas que puisse atteindre le moins doué du groupe et ne supporte pas la franchise des opinions; il présume l'action en meute comme forme normale d'existence.

Si une personne n'a pas ce sens de la communauté, sa famille et lui risquent d'en souffrir: elle ne pourra se permettre aucune négligence sans que l'opinion publique se déchaîne, sa carrière sera interrompue si elle ne perd pas tout simplement son travail; ses enfants seront mis à l'index par leurs camarades ou brimés. Si, au sein de l'entreprise, on ne participe pas aux multiples réunions et festivités qui rythment son activité, on est placardisé; il est, en outre, nécessaire à toute carrière en devenir de rendre allégeance au chef (ne pas oublier son anniversaire de naissance par exemple), tandis que le chef ne devra pas non plus manquer de manifester à ses subordonnées sa considération par quelques menues attentions, à la manière de ce j'ai décrit plus haut dans la partie qui traite du système du dôzoku.

L'essentiel est de réduire à néant l'individu, de l'éradiquer aussi bien à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur, qu'il se soumette aux règles supposées garantir une société harmonieuse industriellement compétitive. Avec pour conséquence prineipale que les membres de ladite société ne fondent plus leur comportement sur un savoir mais sur des démonstrations identitaires qui s'expriment dans le tatemae.

Ce collectivisme n'est pas sans avantages pour les classes laborieuses dans leur lutte contre leur exploitation : je lisais ainsi dans un article intitulé « Pédale douce au travail », paru dans Le Monde du 10 janvier 2006 : « C'est l'une des surprises de l'enquête "Global Workforce Study" présentée fin 2005 par le cabinet Towers Perrin et réalisée auprès d'un panel de 86 000 personnes interrogées dans 16 pays sur leur engagement au travail. Les taux les plus faibles concernent le Japon (2 %), l'Inde (7 %), la Chine (8 %) et la Corée (9 %) tandis que les taux d'engagement les plus élevés sont relevés au Mexique (40 %) et au Brésil (31 %). Parmi les raisons avancées pour expliquer ces scores, le collectif l'emporterait en Asie sur l'engagement individuel : chacun fait son travail sans plus. »

On peut avancer une autre explication au faible taux de productivité des travailleurs japonais: celle, d'abord, qui touche aux réticences des grandes entreprises japonaises à licencier par crainte de ne pas retrouver du personnel formé à leurs besoins lors de la reprise des affaires; la production étant alors réduite pour cause de maind'œuvre en sureffectifs. Le corrolaire en est un taux de chômage relativement bas. Jusque dans les années 1990, où il y eut un bouleversement notable de la société japonsaise, les gouvernants et les entrepreneurs préféraient sous-employer les travailleurs plutôt que les lâcher dans la nature. En effet, le labeur du matin au soir constitue la meilleure des polices ; il tient chacun en bride et entrave le développement de la raison, des désirs, du goût de l'indépendance. Il consume une extraordinaire quantité de force nerveuse et la soustrait à la réflexion, à la méditation, à la rêverie, aux soucis, à l'amour et à la haine ; il présente constamment à la vue un but mesquin et assure des satisfactions faciles et régulières (7).

# RAVAIL ET ÉDUCATION

En 1872, l'ordonnance de 1643 qui interdisait l'achat et la vente de terres agricoles (denpata eitai baibai kinshi rei) est abolie et. dans la foulée, des millions de certificats de propriété sont émis. Les titres de propriété individuels remplacent la propriété collective antérieure: pour les paysans pauvres, soit un titre de propriété foncière leur sert de garantie pour obtenir un crédit, soit ils vendent leur terre en cas de difficultés. Le titre individuel de propriété favorise une concentration de la propriété foncière entre quelques gros propriétaires, entraîne l'exploitation industrielle de la terre dans les campagnes et un important exode rural en direction des villes.

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ces paysans qui se lançaient dans les villes pour trouver du travail furent persécutés par les patrons et la police et la violence, individuelle ou en petis groupes affinitaires, devint leur seule arme. Puis la révolution russe de 1917 fit naître l'espoir d'une vie nouvelle et les classes laborieuses japonaises crurent alors que l'action organisée pouvait changer bien des choses : les syndicats s'unifièrent et les grèves s'étendirent. Mais la répression policière, les tendances isolationnistes propres au paysannat japonais, la corruption des bonzes syndicaux et les querelles stériles entre partis stoppèrent rapidement

<sup>(7)</sup> Friedrich Nietzsche, Morgenröthe, livre troisème, aphorisme 173, « Les apologistes du travail », (traduction française: Aurore. Pensées sur les préjugés moraux. Fragments posthumes (1879-1881), in Œuvres philosophiques complètes, éd. Gallimard, 1970, p.136).

leurs velléités activistes. Chacun se replia sur les solidarités propres à sa communauté villageoise d'origine ou s'en remit pour quelques-uns aux élections promises à partir de la promulgation de la loi sur le suffrage universel mesculin en 1925, les premières s'étant déroulées en 1928, espérant par un vote changer la société sans prêter le dos aux coups de matraques.

Par ailleurs, la soumission aux conditions de travail nouvelles exigées par l'industrie manufacturière avait été préparée par les modifications dans l'éducation dès le début de l'ère Meiji: l'enseignement obligatoire est imposé dès 1873. L'éducation de masse se devait de ne pas éveiller le sens critique et pour ce faire, les législa-



teurs commencèrent à éradiquer la culture chinoise qui imprégnait les élites de la société avant 1868. La simplification des idéogrammes et la constitution, après la deuxième guerre mondiale, d'une liste a minima connue sous le nom générique de tôyô kanji (idéogrammes d'usage courant), qui contient environ (parce qu'elle ne cesse d'être révisée) 2 000 caractères, réservée aux études primaires et secondaires, ont

effacé la mémoire écrite des Japonais soumis à l'éducation obligatoire.

Conservateurs et progressistes se sont toujours gaussé des aspirations des classes laborieuses à se cultiver, leur niant la capacité à s'approprier la culture bourgeoise ou à s'instruire avant toute transformation de la société. Il est vrai que l'école obligatoire tue dans l'œuf toute volonté de se cultiver et que les enfants des classes laborieuses en sortent avec le dégoût de s'instruire. Mais il est tout aussi vrai que les idéologues, nourris de culture bourgeoise, poursuivent avec zèle le travail de l'école : ânonnement de données futiles, refus de l'histoire et du développement des facultés créatrices et critiques, théories merveilleuses d'une société nouvelle à venir sans jamais avoir commencé à œuvrer pour abattre celle où ils vivent.

Le pire ennemi de l'intelligence aujourd'hui n'est plus l'ignorance, mais l'instruction faussée et tronquée telle qu'elle est enseignée à l'écôle. Peut-on pour autant avancer, comme certains, que les futurs révolutionnaires se rencontrent uniquement chez les moins cultivés d'entre nous, toute culture étant asservissement? Cette rhétorique a pour seul but de renforcer le poids d'une minorité en cherchant à nous faire croire que la culture se résume à des mots ou des slogans sans conséquences mâchés par une élite nourrie de culture conventionnelle faisant profession d'antintellectualisme.

L'enjeu de la scolarité obligatoire dans tous les pays fut d'éduquer de bons ouvriers en faussant, ou supprimant totalement, la mémoire historique. Au Japon, c'est passé, et ça passe encore de nos jours, par un encombrement de la mémoire, la langue japonaise s'y prêtant particulièrement parce que les idéogrammes offrent plusieurs lec-

tures de manière illogique, qu'il faut par conséquent les mémoriser, que ces idéogrammes ont donné par ailleurs naissance à une écriture syllabaire qui s'agrège fréquemment à eux, enfin que de nombreux mots étrangers sont amalgamés au japonais d'une manière extrêmement fantaisiste (8).

Avant la deuxième guerre mondiale, cette mémoire historique persistait chez de nombreux Japonais qui avaient connu directement des ancêtres ayant vécu avant l'industrialisation du pays planifiée par les gouvernements successifs depuis la restauration impériale de 1868. D'où cette indocilité de la classe ouvrière entre les deux guerres.

L'école, la famille et l'ensemble des instances répressives étatiques allaient se charger de supprimer toute indocilité par la guerre. La tâche fut relativement aisée parce que, mises à part les émeutes du riz en 1918, les conflits des travailleurs contre la montée du capitalisme au Japon sont demeurés localisés; ils ont pu parfois être nombreux à un moment donné, sans cependant parvenir à se coordonner pour raisons de régionalismes dans les relations personnelles, de divisions entre usines, et à l'intérieur d'une même usine entre travailleurs du fait de leurs origines régionales ou nationales : les Japonais d'origines territoriales diverses résistèrent longtemps à l'assimilation dans les zones où ils avaient émigré à l'intérieur du pays, et y formèrent pendant plusieurs décennies des colonies ; c'était pire encore avec les collègues non-Japonais. Ces facons de penser et d'agir héritées d'un passé précapitaliste,

entretenues par les syndicats, les partis politiques et la police, ont empêché que les revendications des travailleurs s'étendent à tout le pays.

# A GUERRE

En 1873, le gouvernement japonais instaurait le service militaire obligatoire, contre lequel la population résistera longtemps, le considérant comme un impôt du sang (ketsuzei); puis lançait en 1874 une première expédition contre Formose (actuellement Taiwan). Depuis le XIX° siècle, le développement économique du Japon a emprunté les lignes des guerres étrangères : contre la Chine (1894-1895), contre la Russie (1904-1905), en profitant de la première guerre mondiale, en s'invitant dans la deuxième, puis en appuyant logistiquement les Etats-Unis dans leurs guerres en Corée et au Vietnam.

Ainsi, dès 1918, le Japon votait une loi préparant une guerre à venir, dite Loi de mobilisation des industries d'armements (Gunju kôgyô dôin hô). Puis, en 1927, créait un Bureau des ressources (Shigenkyoku kansei) officiellement destiné à l'étude des moyens matériels et à la préparation de la production militaire (9). Fritz Sternberg (1895-1963), social-démocrate allemand, relevait cette différence entre le Japon et les futurs belligérants de la deuxième guerre mondiale qui, selon lui, n'avaient pas préparé militairement le guerre : « Au Japon c'est au contraire en

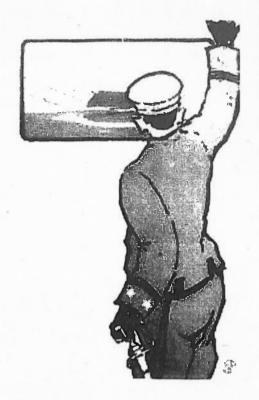
<sup>(8)</sup> Pour exemple, l'anglais platform (quai d'une gare) est devenu hômu en japonais ; television, terebi ; etc. Un apprentissage rationnel de la langue faisant appel a minima à la mémoire laisserait à cette dernière des capacités à engranger des faits plus utiles.

<sup>(9)</sup> Nakamura Takafusa, « Transformation Amid Crisis: The 1920s » (Crise et transformation: les années 1920), dans Lectures on Modern Japanese Economic History [Conférences sur l'histoire économique du Japon moderne], LTCB International Library Foundation, 1994, p. 22.

pleine crise mondiale, alors que la production continuait à baisser dans les pays capitalistes occidentaux, que les dirigeants se mirent à renforcer le secteur militaire de l'économie. L'Empire nippon se lança alors dans l'invasion de la Mandchourie, entreprise qui avait exigé une préparation industrielle aussi bien que militaire. En Allemagne, l'économie de guerre ne fut organisée qu'après 1933, et dans les pays anglo-saxons seulement au cours même de la deuxième guerre mondiale, alors que le Japon avait déjà commencé à développer la sienre au plus fort de la grande crise. » (10)

Rappelons que, pour le Japon, la guerre a commencé en 1931 en Mandchourie. Pendant la première guerre mondiale, le pays, s'était tenu à l'écart du conflit pour mieux profiter des opportunités qu'il lui donnait de pousser ses pions sur le continent asiatique ; le traité de Versailles, en lui confiant les anciennes colonies allemandes dans la région, confirma son pouvoir. Mais entre 1926 et 1928, la révolution chinoise et les luttes entre chefs de guerre du Nord et du Sud mirent en péril les intérêts du Japon en Chine, et en juin 1928, des militaires japonais assassinaient Zhang Zuolin, qui contrôlait le Nord de la Chine, espérant déclencher une révolte des Chinois qui aurait permis l'intervention de l'armée japonaise. Ce plan échoua.

Le prétexte pour envahir la Mandchourie ne survint que le 18 septembre 1931, avec la destruction d'une voie ferrée appartenant à une société japonaise à Moukden (actuellement Shenyang, dans le nord de la Chine). L'attentat avait été or-



ganisé par des militaires japonais. A partir de cette date, la guerre en Asie est marquée par la montée en force de l'armée japonaise jusqu'à l'attaque de Pearl Harbor les 7-8 décembre 1941 (11): le Japon quitte

<sup>(10)</sup> Fritz Sternberg, Le Conflit du siècle. Capitalisme et socialisme à l'épreuve de l'histoire, éd. du Seuil 1958 (éd. originale: Kapitalismus und Sozialismus vor dem Weltgericht, Rowohlt Verlag, 1951), p. 363/364.

<sup>(11)</sup> J'ai souvent entendu dire que le président des Etats-Unis, Franklin Roosevelt, connaissait le projet d'attaque japonaise sur Pearl Harbor, mais qu'il avait laissé faire afin de provoquer l'indignation de ses compatriotes qui, en 1941 encore, ne manifestaient majoritairement qu'indifférence envers cette nouvelle guerre. Un ami a attiré, à ce sujet, mon attention sur un ouvrage paru aux Etats-Unis qui semble confirmer cette rumeur: Gregory Douglas, Gestapo Chief. The 1948 Interrogation of Heinrich Müller, éd. Bender Publishing, 1996, dans lequel se trouve une transcription d'un message téléphonique de Winston Churchill à Roosevelt, daté du 26 novembre 1941, décrypté par les services allemands, message dans lequel Churchill avertit Roosevelt de l'imminence de cette attaque.

la Société des nations en 1933 et révoque en 1936 les traités sur la limitation navale (traité de Washington de 1922 et Conférence navale de Londres de 1930) puis, en 1940, se rallie aux puissances de l'Axe.

Dans la nuit du 7 au 8 juillet 1937, les Japonais s'étant plaints auprès des Chinois d'avoir été pris pour cible par l'armée chinoise près du pont Lukouqiao (Rohôkyô en japonais, que l'on appelle aussi pont Marco Polo parce qu'il a été décrit par celui-ci), cet incident fournit un second prétexte à l'armée japonaise pour étendre son emprise autour de Tianjin et Beijing. S'ouvre alors une guerre ouverte en Chine, l'armée de Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek) et les communistes de Mao Zedong appelant à la lutte nationale contre l'envahisseur japonais; elle allait affaiblir l'armée japonaise malgré des succès dus à sa supériorité technologique.

Lorsque le Japon attaque les Etats-Unis en décembre 1941, le pays est économiquement exsangue. En 1934, de mauvaises récoltes avaient entraîné une surmortalité due à la famine dans le nord du Japon. La précarité de l'emploi explose : à la fin de cette année-là, plus de 30 % des entreprises employant plus de 100 personnes, soit 754 usines, occupent 80 000 employés vacataires. Le nombre des accidents du travail augmente: les chiffres officiels sont de 521 morts, soit 47 % de plus qu'en 1933, et de 13 955 blessés, soit 51 % de plus. Dans les mines, on dénombre 911 morts et 73 134 blessés. A partir de 1938, la production sidérurgique, qui atteint encore 5,489 millions de tonnes, commence à décroître, et ceci jusqu'en 1941; dans le même temps, la superficie rizicole cultivée est de 3,220 millions d'ares, puis décroît jusqu'en 1946. Cependant, l'année 1938 voit le nombre des ouvriers de l'industrie lourde et chimique dépasser celui de l'industrie légère (12).

La première guerre mondiale avait marqué la disparition momentanée du travail féminin, majoritaire auparavant et la mécanisation s'imposait dans une majorité d'entreprises entre la première et la deuxième guerres mondiales. Cette mécanisation disqualifiait une grande partie de la classe ouvrière en lui ôtant son savoir-faire. mais dans le même temps cette disqualification lui conférait une plus grande homogénéité. C'est ainsi que, malgré la guerre, les conflits du travail se poursuivirent jusqu'en 1941. Les syndicats ouvriers avaient été laminés ; selon la Kindai Nihon sôgô nenpyô, il n'en restait plus que 11, comptant 895 adhérents, cette année-là. Mais les conflits, bien que moins nombreux que dans les années précédentes. s'élevaient quand même à 159, impliquant 10 867 participants, parmi lesquels les statitisques relèvent 98 cas avec 5 977 participants coréens (13).

Pearl Harbor donnera le coup d'arrêt à ces conflits de travailleurs. Du côté japonais comme du côté américain il s'agissait d'éliminer un concurrent et d'apporter une solution aux soubresauts de la politique internationale symptomatiques, entre 1914 et 1945, de sociétés en mutation comparativement à l'avant-1914.

J.-P. V.

<sup>(12)</sup> Kindai Nihon sôgô nenpyô (Chronologie générale du Japon moderne), Iwanami shoten, 2001 (1<sup>ère</sup> édition: 1968).

<sup>(13)</sup> Ibid.

# La situation des classes laborieuses au Japon, de 1853 à nos jours, dans « Echanges » :

I. Introduction. La bureaucratie. Les employeurs. Les travailleurs

n° 107, hiver 2003-2004, p. 37.

II. La guerre sino-japonaise (1894-1895). L'entre-deux-guerres (1896-1904). La guerre russo-japonaise (1904-1905). Lutte de clans au sein du gouvernement

n° 108, printemps 2004, p. 35.

III. Avant 1914: La composition de la classe ouvrière. La discipline du travail et l'enseignement. Industrialisation et classe ouvrière. Les luttes ouvrières. Les syndicats  $n^o$  109, été 2004, p. 25.

IV. Les origines du socialisme japonais: Le socialisme sans prolétariat. Ses origines intellectuelles japonaises, le bushidó. Ses origines intellectuelles étrangères. Marxisme contre anarchisme

n° 110, automne 2004, p. 25. Chronologie juillet 1853-août 1914

nº 112, printemps 2005, p. 18.

V. Bouleversements économiques et sociaux pendant la Grande Guerre. Un ennemi : l'Allemagne. Le commerce. L'industrie. La classe



ouvrière. Les Coréens au Japon Nº 114, automne 2005, p. 32.

VI. Les grèves pendant la première guerre mondiale. Les conflits du travail de 1914 à 1916. Un tournant : 1917-1918. Les émeutes du riz

nº 115, hiver 2005-2006, p. 41.

VII. La dépression de 1920-1923. Le grand tremblement de terre du Kantô. La crise bancaire de 1927. La crise de 1929 nº 117, été 2006, p. 39.

VIII. Entre première et deuxième guerres mondiales. Le taylorisme. Les zaibatsu.La lutte des classes. Les Coréens n° 119, hiver 2006-2007, p. 24.

IX. Les origines réformistes du syndicalisme ouvrier. Parlementarisme et syndicalisme. Les conflits entre syndicats prennent le pas sur la lutte de classes. La guerre contre la classe ouvrière n° 121. été 2007, p. 21.

X. Les travailleurs des campagnes. Les Coréens. Les burakumin. Patronat et fonctionnaires. Les yakuza

nº 124, printemps 2008, p. 23.

XI. Les partis de gouvernement. Les socialistes. Les anarchistes. Le bolchevisme nº 128, printemps 2009, p. 45.

XII, 1" partie. Qu'est-ce que la littérature prolétarienne? Les écrivains prolétariens japonais. Les Semeurs. Revues et organisations

nº 134, automne 2010, p. 57.

XII, 2° partie. Le roman prolétarien :  $n^{\circ}$  137, été 2011, p. 24.

XII, 3° partie. Le théâtre prolétarien, la poésie prolétarienne.

nº 140, printemps 2012, p. 60.

La Révolution espagnole

et Michael Seidman, p.35 • A propos

de l'enquête ouvrière, p.40 ◆ A propos des

conseils ouvriers, p.40

## La Révolution espagnole et Michael Seldman

D'un camarade américain :

l'anarchisme dans la révolution espagnole, un thème qui a surgi il y a cinq ou six semaines, m'étonnant autant que d'autres, alors que je préparais une présentation sur l'histoire des révolutions pour le groupe de jeunes de Queens et du Bronx dont je crois t'avoir parlé.

En poursuivant des lectures, je me suis senti obligé de « faire face » aux livres de Michael Seidman. Comme tu le connais, je voulais demander ton avis. Sans entrer trop dans les détails (j'ai lu Workers against Work, Republic of Egos [2-3 chapitres]), ainsi que 150 pages de son livre le plus récent sur le camp franquiste en 1936-1939).

Au total, tout en reconnaissant énormément de « faits » intéressants dans ce qu'il écrit, et une approche très originale, la vraie optique de ce qu'il fait franchement me répugne.

Quand il a terminé avec la « vue d'enbas », l'histoire matérielle, sa propre vision tout à fait « individualiste » de l'Espagne en 1936-1939, il ne reste plus aucune révolution, juste une « poignée » de « militants idéologiques » (des deux côtés) et une grande masse de gens qui ne croient à rien en particulier, mais qui essaient tout simplement de se débrouiller dans la tempête où, par hasard, ils se trouvent.

Est-ce que je suis injuste, à ton avis? Ton opinion m'intéressera beaucoup.

L. G.

### Réponse

Ton mail, suite à la lecture des ouvrages de Michael Seidman sur l'Espagne des années 1936-1939, touche une question qui n'est pas nouvelle et qui peut se poser à propos de toute lutte, qu'il s'agisse d'une simple grève ou d'événements de grande ampleur comme dans ce qu'il est convenu d'appeler (plutôt improprement à mon avis) la révolution espagnole.

Le problème qu'évoque cette question est celui du rôle respectif, dans de tels événements, d'un côté des militants et éventuellement de leur organisation politique, et de l'autre de la masse des présents concernés (ce qui implique nombre de personnes, depuis les participants actifs jusqu'aux hostiles en passant par les neutres qui attendent que « ça passe »).

Je ne suis pas d'accord avec ce que tu écris lorsque tu parles de la « grande masse des gens qui ne croient à rien en particulier ». Je laisse de côté ceux que l'on appelle les « croyants » qui peuvent autant se référer à une religion, ou à une organisation politique leur proposant une version quelconque de messianisme, ou à des coutumes qui peuvent conditionner la vie ou laisser des bribes d'irrationnel. Car la grande majorité ne croit pas, au sens où tu l'entends d'adhésion à une quelconque vision révolutionnaire qui pourrait être purement idéologique ou imposer une règle de vie ou d'action. Mais cette grande majorité croit pourtant d'une façon ou d'une autre à la défense de ses intérêts dictée par sa place dans la société, c'est-à-dire dans le quotidien, à faire de sorte à conserver ou améliorer les conditions de vie qui lui sont plus ou moins imposées par le système.

Ces intérêts sont bien sûr différents selon la fonction occupée dans cette société et la place que l'on occupe dans la hiérarchie de cette fonction. Mais la lutte de classe commence par les faits élémentaires de la défense de ces intérêts, dans l'unité de travail et parfois en dehors.

Ils sont bien peu ceux qui, dans les temps ordinaires, peuvent transgresser la défense étroite de leurs intérêts parce qu'ils croient qu'un processus de libération doit aller au-delà de la défense de leurs intérêts particuliers, laquelle serait alors résolue par le problème global d'un changement de société. Cette notion de transgression des intérêts particuliers se fait dans le développement de la lutte, si elle existe : c'est ce qu'on appelle la conscience de classe, qui se transforme à mesure de ces développements. Cette « conscience » n'est pas tant le fait de ce



que professent les militants, qui peuvent effectivement jouer un rôle, mais de la réflexion de chacun sur ce qu'il apparaît nécessaire de faire pour que la lutte se développe, ce qui pose des problèmes différents et à un autre niveau que ce qui pouvait exister avant la lutte. C'est dans ce sens que des préoccupations plus générales prennent le pas et effacent en quelque sorte les intérêts particuliers, y compris les revendications qui avaient pu être à l'origine de la lutte. Si, par contre, à un moment, la lutte stagne ou régresse, il en est de même de cette conscience et les intérêts particuliers refont surface, accentuant la stagnation et la régression.

On peut penser qu'une telle régression se produit lorsque la lutte trouve ses limites, lorsque la lutte bute sur son extension à d'autres entreprises, à un autre Etat, ceci indépendamment des manifestions d'une solidarité virtuelle n'impliquant pas une action collective étendant la lutte dans une généralisation à tous les exploités dans un espace géographique non limité. C'est ce retour des attitudes individuelles après un élan révolutionnaire qui trouve ses limites que soulignent justement les recherches de Michael Seidman qui, peut-être néglige, d'une part la période d'essor où les conflits spécifiques

manifestation du 18 octobre à Paris : « Non aux expulsions, égalité pour tous ! »

#### **Immigration**

♦ « Echec à l'auto-organisation » sur la Marche pour l'égalité en octobre 1983 et sur la récupération politique dans *CQFD* n°115 (octobre 2013). Sur le même sujet « interview d'un marcheur de l'époque » dans *Partisan*, n°269 (novembre 2013).

#### Turquie

◆ « Turquie et Brésil : retour sur deux mouvements spontanés » dans le n° 27 (septembre 2013) de la revue Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité.

#### Dans les taules

♦ Lucioles, bulletin anarchiste de Paris et sa région, n° 11 : « Des étincelles dans les taules. » lucioles@riseup.net luciolesdanslanuit.blogspot.fr

#### **Egypte**

◆ Egypte: Compromis historique sur une situation de changement démocratique, G. Bouvier, octobre 2011, en anglais, français et tchèque sur le site

www.mouvement-communiste.com

#### Portugal

◆ « Grève générale au Portugal », dans Le Prolétaire
 n° 508 (juin-juillet-août 2013).

#### Maghreb-Machrek

♦ Un processus révolutionnaire de longue durée au Maghreb et au Machrek (entretien avec Gilbert Achcar) dans *A Contre Courant* n° 247 (septembre 2013), suivi de « La révolution égyptienne n'est pas un conte de fées. »

#### Syndicalisme

ternational' » dans Le Prolétaire n° 508 (juin-juillet-août 2013).

◆ « Cogestion and Co » dans A Contre Courant n° 248 (octobre 2013). Dans ce même numéro : « Le circuit de secours syndical, quand les représentants patronaux et syndicaux cogèrent les conflits

◆ « A propos de la constitu-

tion d'un réseau syndical in-

#### A fréquenter

professionnels.

◆ Le Rémouleur – local organisé de lutte et de critique sociale, 106 rue Victor Hugo, 93130 Bagnolet – lance un appel à un soutien financier pour payer son loyer et développer ses activités.

#### Russie

◆ Lettre de Mordovie de Nadejda Tolokomikova (L'insomniague, 2013). La Russie détient le record mondial de l'injustice sociale : 35 % des richesses du pays sont entre les mains de 110 milliardaires russes sur 143 millions d'habitants. Poutine luimême détiendrait entre 40 et 70 milliards sde dollars]. On comprend dès lors pourquoi le régime actuel perpétue une répression socio-politique qui sauf de très brèves périodes présente une continuité historique jamais démentie. Cette brochure aussi édifiante que vite lue - un texte que l'une des « Pussy riot » a réussi à exfiltrer de son bagne - décrit les méthodes renouvelées et perfectionnées des 110 milliardaires visant à les briser et détruire moralement et physiquement. Et encore.

la notoriété de la Pussy lui vaudrait ce que le prisonnier lambda pourrait considérer comme une « faveur » eu égard à ce qu'il subit dans son quotidien carcéral.

# LA SITUATION DES CLASSES LABORIEUSES AU JAPON

(XIII)

E TREIZIÈME CHAPITRE clôt la période qui va du déclin de la société
féodale japonaise
à la deuxième
guerre mondiale,
de l'agression militaire des Etats-

Unis contre le Japon en 1853 à l'agression militaire du Japon contre les Etats-Unis en décembre 1941. La fin de la deuxième guerre mondiale marquant un changement dans les modes d'exploitation de la force de travail et, par ricochet, de la lutte de classes, je veux dresser un inventaire des résultats auxquels je suis parvenu dans l'analyse de la formation de la classe ouvrière au Japon qui, à mon avis, permettent de comprendre, sinon totalement du moins en partie, la situation des classes laborieuses au Japon de 1945 à nos jours. Parce qu'en parcourant en à peine un siècle le développement capitaliste que plusieurs pays d'Europe avaient mis deux ou trois siècles à parcourir, le Japon offre aux classes laborieuses de tous Le chapitre XII, qui traite de la littérature prolétarienne, est paru en trois parties dans les nºs 134, 137 et 140 d'« Echanges »

les pays une image non seulement de leur passé mais aussi de leur avenir.

Il ne s'agit pas tant d'établir un relevé des faits que de chercher à les relier entre eux afin de comprendre la formation des hommes à travers la formation du capitalisme. Ce bilan doit s'apprécier en gardant à l'esprit qu'il se fait sur trois niveaux qui s'interpénètrent: l'individu, la classe sociale et la collectivité nationale car pas plus qu'il n'y a de nature humaine, il n'y a une fixation héréditaire du caractère d'un peuple, et le génie national ne peut être attribué qu'aux conditions de vie des individus en collectivité.

C'est pourquoi jai cherché à montrer dans les chapitres précédents le danger, lorsque l'on se penche sur une société lointaine de la nôtre aussi bien que sur la nôtre, de vouloir trouver ses fondements dans des préjugés culturels plutôt que dans son histoire.



renciés). Dans la situation confuse des mouvements de base et des différents groupes politiques, et dominant tous les impératif de la guerre menée par des moyens classiques (là aussi il y

aurait beaucoup à dire), tu pourras trouver beaucoup d'arguments qui pourront contredire mes analyses. Je dois dire que je les tire non pas de mes connaissances théoriques (bien moindres que les tiennes) mais de mon expérience de militant d'entreprise. Mon tort est peut-être de l'extrapoler car mis à part mai 68, je n'ai pas vécu de périodes historiques de l'ampleur de ce qui s'est passé alors en Espagne.

H.S.

Réponse du camarade américain :

n grand merci. J'ai lu rapidement ton courrier d'un seul trait et je le relirai en méditant mieux ses implications. Tu auras entre-temps reçu le texte sur l'Espagne (1) qui m'a poussé à lire quelques livres de Seidman. Qui sans doute pèche aussi par les mêmes défauts soulignés dans ta lettre. Ce que je reproche à Seidman, surtout dans Workers Against Work, c'est sa façon de mélanger n'importe quelle « résistance ouvrière », que ce fût en août 1936 ou en décembre 1938, comme si le contexte immédiat n'avait rien à voir. Il ne men-

tionne guère mai 1937, comme si c'était de la « grande politique » (à le lire) qui ne l'intéressait pas. Une petite escarmouche, qui a quand même accéléré les tendances autoritaires dans toute la République. Il ne mentionne pas non plus la transformation remarquable de 800 usines de Barcelone en industrie de guerre (inexistante avant) en deux mois après juillet 1936, avec une productivité élevée, quand les ouvriers, de fait, se sentaient concernés par la guerre.

L. G.

#### Bibliographie

Rappelons quelques ouvrages de Michael Seidman sur l'Espagne :

- ♦ Workers Against Work: Labor in Barcelona and Paris during the Popular Fronts (University of California Press, 1991); traduction française: Ouvriers contre le travail: Barcelone et Paris pendant les Fronts Populaires (éd. Senonevero, 2010)
- ◆ Republic of Egos: a Social History of the Spanish Civil War (University of Wisconsin Press, 2002)
- ◆ The Victorious Counterrevolution: The Nationalist Effort in the Spanish Civil War (University of Wisconsin Press, 2011)
- « Towards a History of Workers' Resistance to Work in Paris and Barcelona during the Popular Front and the Spanish Revolution », Journal of Contemporary History, vol. 23, avril 1988; traduction française: Pour une histoire de la résistance au travail, Paris et Barcelone (Echanges et Mouvement, 2001)
- ♦ The Strange History of « Workers Against Work ». The Vicissitudes of a Book/L'étrange histoire de « Ouvriers contre le travail, les vicissitudes d'un livre, bilingue français-anglais (Echanges et Mouvement, 2011).

<sup>(1)</sup> On trouvera l'article de ce camarade américain sur le site d'Insurgent notes: http://insurgentnotes.com (Insurgent notes n° 9) sous le titre The Spanish Revolution, Past and Future, Grandeur et Poverty of Anarchism. How the Working Class Takes over (or doesn't). Then and Now.

## A propos de l'enquête ouvrière

D'un camarade de Boulogne-sur-mer
e viens de lire dans le dernier numéro
d'Echanges (1) ton texte intitulé « Enquêtes ouvrières... ». Il tombe à point
car tu conclus par « Pas de modèle pour aujourd'hui » quand de notre côté nous réfléchissons depuis un certain temps à l'opportunité ou non d'entamer pour notre
publication locale, La Mouette enragée,
quelque chose qui pourrait s'apparenter à
une démarche de ce genre.

Je dis bien « pourrait s'apparenter » car nous ne poursuivons à travers cela aucun objectif de nature avant-gardiste, substitutiste ou autre. Il s'agit plutôt pour nous de discuter, d'éclanger, de comprendre et ensuite, en commun accord avec les personnes en question, de rendre compte de l'état des discussions dans les pages du bulletin.

Nous l'avons fait à maintes reprises déjà, sous des formes différentes : discussion libre, questionnaire, enregistrement... mais jamais nous n'avons cherché à systématiser la chose, à recouper quoi que ce soit, à lui donner un caractère un peu formel, à en tirer matière à réflexion.

Localement, l'ambiance est plutôt morose : des fermetures de sites important sont attendues (agro-alimentaire) et dans les secteurs qui épongent en temps normal les excédents de main-d'œuvre comme les platesformes d'appel (Armatis) le turn-over est assez délirant car les gens ne tiennent pas.

Bref on relit pas mal de choses, on s'interroge, on discute sans trop savoir si cela vaut la peine de se lancer sur cette piste qui risque d'être chronophage, sans que nous



Lo Journat local dos Euttos do Classos I

Dans les klosques

du Boulonagia

soyons bien sûrs au final, de pouvoir en faire quelque chose.

C'est en lisant ta conclusion que je me suis demandé ce que tu entends par « Pas de modèle pour aujourd'hui ». Penses-tu que l'époque est révolue, que les conditions ne s'y prêtent plus – profonde mutation de la condition du salariat, etc. ? ou alors que la forme assignée à ces enquêtes, telles que tu les décris dans ton texte, sont aujourd'hui complètement dépassées ?

X. M.

http://lamouetteenragee.over-blog.com/
On a signalé à ce camarade un projet britannique d'un noyau de Londres pour une enquête ouvrière. Toutes précisions à ce sujet sur le site : http://angryworkers-world.wordpress.com/aww-2-august-2013/. Nous ferons également la critique dudit projet.

## A propos des conseils ouvriers

D'un camarade du Doubs

a réponse à mon dernier courrier concernant les conseils ouvriers (le tout paru dans le n° 144 d'*Echanges*) révèle en fait une notable différence d'ap-

<sup>(1)</sup> Echanges nº 144, été 2013, p 36.

préciation entre nous quant au rôle que doivent remplir ou, pour ce que tu en juges, ne sont plus en mesure d'accomplir ceuxci. Je laisserai donc de côté, dans un premier temps, cette dernière divergence sur la question de l'obsolescence des conseils ouvriers, pour t'exposer ma conception qui n'a d'ailleurs rien d'original, du rôle leur incombant et ainsi démontrer que, pour ma part, cette obsolescence n'a pas de raison d'être.

Mais, en préalable, et ceci est important, je revien Irai sur la citation de Pannekoek que tu places en introduction à ta réponse, non pour te « faire la leçon » mais pour présenter mon point de vue. Si tu soulignes qu'il s'agit là d'un de ses derniers textes, il m'apparaît nécessaire de préciser que celui-ci reflète surtout le terme de l'évolution (je dirais même : l'involution) de sa pensée qui s'élabore dans cette période charnière débutant à la fin des années 1920 avec sa participation au GIC (Groupe des communistes internationalistes de Hollande). Ce groupe communiste de conseil, issu de la Gauche communiste dont Pannekoek fut lui-même une figure majeure. rompra finalement avec ce courant politique pour s'orienter sur des positions conseillistes typiques. Nous avons donc affaire en 1952 au Pannekoek théoricien du conseillisme, même si son conseillisme (1) ne peut être confondu avec celui, que tu évoques, des années 1968.

Pour appréhender correctement le rôle des conseils ouvriers, il convient donc de se défaire de cette déformation et véritable aberration (résultantes d'erreurs du mouvement ouvrier lui-même et érigées en principes par le conseillisme) voulant les définir comme « principe de l'autogestion ouvrière des entreprises et de la production ». Que dire en effet de cette définition, si ce n'est que les conseils ouvriers, dans cette optique conseilliste, ne s'offrent à la classe ouvrière que comme une autre forme d'exploitation en l'occurrence, et que le « communisme » ainsi fagoté se résume à la promesse d'un capitalisme ouvrier.

Je veux bien applaudir des deux mains l'obsolescence d'une telle fumisterie et mystification, l'ouvrier intérimaire que je suis n'ayant aucune envie d'autogérer sa « vie » de précaire, continuer à « jouir » de sa condition de prolétaire et surtout devoir produire sous la pression de collègues soucieux du bien de l'entreprise autogérée. Bref: si les fruits du capitalisme d'Etat ont amplement montré qu'ils étaient pourris, ceux du « paradis » autogestionnaire sont plus que douteux. Au moins un Lénine n'avait pas l'outrecuidance d'appeler socialisme son capitalisme d'Etat.

De concert avec les conseillistes, les anarcho-syndicalistes, autres chantres de l'autogestion, ne manqueront pas de crier à l'infamie. Mais peut-on vraiment croire que les bolchéviks ne rêvaient que de Loubianka et de goulag? Pour un Lénine manœuvrier a-marxiste et fanatique de la terreur, combien de Miasnikov, Riazanov...? D'ailleurs pourquoi, alors, Stépan Petrichenko, le marin insurgé, rappelait-il en 1925, que la Résolution adoptée par les Kronstadiens en 1921 « ne voulait pas rompre avec le parti communiste en son entier »?

<sup>(1)</sup> L'objet de ce courrier n'étant pas de discuter spécifiquement de Pannekoek, et afin d'être le plus bref possible sur ce point, je suis obligé de schématiser et porter un jugement expéditif qui non seulement ne rend pas compte au mieux de la pensée de celui-ci (même sur le tard) mais aussi prive de l'essentiel de celleci qui ne mérite aucunement d'être réduite au conseillisme. Et ce, même si Pannekoek n'est pas étranger au conseillisme.

Ceci pour dire qu'il n'est pas question de remettre en cause la sincérité des uns et des autres, mais de comprendre qu'il n'est nul besoin d'un patron pour faire notre malheur, que l'Etat ou pire nous-mêmes pouvons nous en charger si nous ne changeons pas radicalement nos conditions de vie : un bagne autogéré demeure un bagne rempli de bagnards.

Si Marx a disséqué à ce point le Capital, c'est bien en vue de son éradication et non pas juste en vue de l'élaguer. Non pas lui couper seulement le tronc mais le dessoucher consciencieusement au risque de le voir réapparaître sous une forme ou une autre. Les anarchistes dénoncent à juste titre les barons et la bourgeoisie rouges que le léninis ne a généré et fut incapable de reconnaître. Tous les autogestionnaires sont tout autant incapables de concevoir que leur idéal d'autogestion est une autre boîte de Pandore (2).

Puisse donc ton « adieu l'autogestion » être fondé. Quant aux conseils ouvriers, ceux-ci n'ont aucune vocation à être les nouveaux gestionnaires de ce qui demeurerait, sous un masque différent, le Capital. Pour s'ouvrir, justement, de nouveaux horizons, il faudra tout d'abord abattre tous les murs de ce système et non les repeindre en rouge. Et pour cela, en finir précisément avec toute forme de gestion et imposer la primauté de la satisfaction des besoins, nous libérer du travail contre tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, nous expliquent que « le travail rend libre » (3), du règne de l'argent et de la marchandise, de cette condition de prolétaire qui devra être abolie et non généralisée et encensée...

Bien sûr, tout ne se fera pas du jour au lendemain, mais nul besoin de période de transition (de contre-révolution, en réalité) mais bien de mesures communistes réelles, radicales et immédiates, propres à avancer sur le chemin menant à une société sans classes et non à nous embourber dans la gestion d'un système que nous devrions reprendre en mains, pour qu'il finisse par nous les trancher! L'autogestion pourrait très bien, de fait, être la fossoyeuse de la prochaine révolution.

En conclusion, comme écrit par ailleurs Pierre Nashua (cf. Perspectives sur les conseils, la gestion ouvrière, et la gauche allemande. Un exposé concis de 1974, disponible aux éditions Spartacus)\*, les conseils ouvriers ne peuvent être appréhendés correctement dans leurs

nº A54. (NdE).

<sup>(2)</sup> Au mieux reconnaissent-ils des abus, des dérives. Ainsi pour donner un exemple tangible et récent : « les mésaventures de travailleurs de chez Agone, maison d'édition en principe autogérée, où se sont mises en place des techniques de management tout à fait capitalistes » (cf. Anarchosyndicalisme !, n° 136, octobre-novembre 2013, publication de la cnt-ait-toulouse.fr dite « réseauiste »). Mais nos « libertaires » demeurent incapables de voir le fond du problème et n'ont donc pas fini de vitupérer contre la réapparition de pratiques « autoritaires » dans leurs propres rangs. Car comme dit le proverbe : chassez le naturel, il revient au galop. Décidément, autogestion rime très bien avec exploitation.

<sup>(3)</sup> En allemand: Arbeit macht frei. C'est sous cette devise qu'on pénétrait dans le camp d'Auschwitz I. La véritable finalité est connue de tous, surtout des ordures négationnistes. Le travail ne rend libre que son exploitation jusqu'à son ultime extrémité: l'extermination. Les nazis ont porté le tripalium à son paroxysme de l'époque. Avis à tous les thuriféraires de la « valeur travail »: tant que ce tripalium existera, nous ne serons pas libres mais menacés d'autres Auschwitz. \* Pierre Nashua (pseudonyme de Pierre Guillaume), Perspectives sur les conseils, la gestion ouvrière, et la gauche allemande, éditions de l'Oubli, 1977; brochure reprise par les éditions Spartacus sous le



spécificités et leurs limites (4) qu'en ayant à l'esprit leur caractéristique essentielle que celui-ci donne d'eux: « C'est l'auto-organisation de la classe contrainte d'agir. » En-

fermer cette action dans des préoccupations gestionnaires, c'est la réduire et permettre son annihilation, la détourner de son but social qui pour la classe ouvrière ne consiste « pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise » (Marx). Cette libération exigera en premier lieu des mesures destructrices (on ne se libère qu'en brisant ses chaînes), correspondantes au communisme inférieur, avant et afin que l'œuvre constructrice à proprement parler du communisme puisse s'accomplir.

C'est bien à des tâches sociales primordiales que devront s'atteler les conseils ouvriers dont l'auto-organisation spontanée est le prémice de l'émancipation de la classe ouvrière, de sa condition d'esclave du Capital. Elle sera précisément « contrainte d'agir » par le Capital même, car menacé dans ses fondements. C'est une guerre sociale qui s'annonce, pas une querelle de gestionnaires. Ou les prolétaires s'affirmeront comme Humains (5) contre

(4) Je ne m'étendrai pas sur ces dernières pour ne pas surcharger davantage ce courrier. Je signale simplement que, pour ma part, les conseils ouvriers ne se suffisent pas à eux-mêmes, ne sont pas la panacée et bien sûr le fin mot de l'histoire. Ces « insuffisances » impliqeraient d'aborder la question importante de la propagande pouvant être occultée en l'état de la discussion. (5) Il ne s'agit ici nullement d'humanisme mais bien

le Capital et devront l'abattre, de fond en comble, pour l'être réellement, ou ils n'arriveront pas à s'extirper de cette condition de prolétaires en la perpétuant de façon autogestionnaire ou autre et finiront de nouveau sous la coupe du Capital.

Qu'importe donc l'évolution des structures du capitalisme pour le prolétariat en charge de les détruire de toute manière et ainsi de s'en libérer. Que cette évolution mette à mal les projets autogestionnaires et affecte une classe ouvrière réduite en esclavage, tout ceci démontre qu'il n'y a ni solution, ni compromis possible avec le Capital, que celui-ci exige sa destruction totale, qu'« il n'existe pas d'autre voie de salut, qu'autrement [le mouvement ouvrier] sera tout simplement pulvérisé par la masse énorme du capitalisme » (Pannekoek, Marx der Ethiker, 1910).

Par leur auto-organisation, les conseils ouvriers amorcent l'auto-destruction de la classe ouvrière pour le Capital. C'est en cessant d'être des « ouvriers » que les pro-létaires détruiront le capitalisme. L'acte ultime de la classe est sa négation, condition de son émancipation. Et c'est par les conseils ouvriers que tout débutera, même s'il paraît évident que le communisme effectif n'adviendra que par le dépassement de ceux-ci, leur véritable obsolescence.

Mais pour l'heure c'est bien une nécessité sociale qui les générera et la hargne de l'esclavage relevant la tête qui les animera, « le cri de haine et de menace contre le bourreau, c'est l'appel du combattant qui invite les camarades encore endormis et

de la lutte d'une classe dont la radicalité mène à la négation de celle-ci comme catégorie du Capital, génère un prolétariat révolutionnaire qui ne peut vaincre qu'en détruisant la société de classes et donc est conduit à s'humaniser pour détruire le Capital, tout autant qu'il s'humanise en le détruisant.

dominés par l'angoisse à prendre part à la lutte... cet appel exaltant au combat (qui) relève tout aussi peu de l'éthique que le cri de douleur d'un animal à la torture » (Pannekoek, ibidem; cf. Pannekoek et les conseils ouvriers de Serge Bricianer). Car les coups de knout du capital qui instillent la soumission provoquent aussi la rébellion et un jour la révolution. L'une de ces « grandes batailles historiques », comme l'écrivait Marx à Weydemeyer, qu'il serait absurde, pour reprendre ton qualificatif, de ramener à une question comptable.

L. K., le 6 octobre 2013

P. S.: J'ai quelque peu dû « tordre le bâton dans l'autre sens », pour reprendre la formule de Lénine, afin de dénoncer ce mythe autogestionnaire si tenace et donc focaliser sur le rôle « destructeur » des conseils ouvriers contre ce préjugé conservateur de réappropriation des moyens de production et de leur développement, qui « oublie » que ces instruments et leur croissance ont été forgés par et pour le Capital.

A l'instar de Marx qui, à la lumière de l'expérience de la Commune de Paris, a révisé son jugement sur l'Etat et ainsi clarifié l'objectif en la matière pour le prolétariat (à savoir que le premier ne peut être mis au service



du second, mais doit être detruit), c'est bien le mouvement réel qui finira par démontrer qu'il est impossible de conquérir les moyens de production et d'orienter leur développement dans une finalité communiste, mais qu'au contraire le communisme exige leur destruction.

Pannekoek, entre autres, bien qu'associé à l'émergence du « nouveau mouvement ouvrier », est malgré tout resté prisonnier de certaines conceptions conservatrices de l'ancien. Il ne peut lui en être tenu grief car le « nouveau mouvement ouvrier » a été vaincu et pulvérisé par la contre-révolution avant d'avoir pu livrer tous ses enseignements. Du « nouveau mouvement ouvrier » qui renaîtra, et donc des conseils ouvriers, on ne peut donc raisonnablement parler que « négativement » et pour ainsi dire : heureusement. Car le mouvement réel « n'a rien à voir avec un programme de réalisations pratiques » (pour reprendre les termes de Pannekoek) et que, surtout, même les « erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infaillibilité du meilleur "Comité central" », comme le signifie Rosa Luxembourg. Marx lui-même ne répugnait pas pour rien à faire bouillir les marmites de l'avenir : il ne nous appartient pas en effet d'en dicter les modalités aux générations futures mais, au vu de la marche dévastatrice du Capital, leur permettre seulement d'advenir et de construire leur monde nouveau.

Avec mes sincères salutations, en te remerciant pour ta précédente réponse, précieuse à la clarification de ce sujet, bien que et parce qu'elle a fait apparaître d'autres divergences plus significatives et intéressantes.

Note d'Echanges : nous publierons notre réponse à ce camarade dans notre prochain bulletin (hiver 2013-2014)

# DANS LA JUNGLE DIGITALE

Désormais, il est vain de discuter de la possibilité ou non du passage de ce monde, de cette culture, de cette civilisation, vers un autre univers, dans lequel le digital tiendrait lieu de technologie fondamentale. Il ne sert à rien d'en discuter car nous vivons déjà l'âge digital. Pourtant, rien n'est joué : l'ère digitale ne fait que commencer ; tout se trouve encore en chantier – et il est plus facile d'arrêter un chantier que de déconstruire ce qui a été élevé! Surtout : le nouvel édifice suit un plan d'ensemble qui fait du numérique non seulement l'outil fondamental de ce monde, mais aussi son idéologie ; or, cette idéologie ne réussit à s'imposer que par son absence.

#### Le numérique est devenu l'outil fondamental de ce monde

L'Internet, avec les processus informatiques, logiciels, data centers, câbles, satellites et écrans terminaux qui le constituent, n'est pas qu'un outil beaucoup plus perfectionné que les autres : il est l'infrastructure du nouveau monde en émergence. Il n'est pas anecdotique que nous allions tout récupérer sur le Net, depuis notre formulaire de déclaration d'impôts jusqu'à nos billets de train ou de cinéma. Nous obtenons même, via un moteur de recherche, des renseignements sur tel individu inconnu avec lequel nous aurons demain un rendezvous de travail. Si nous vivons notre vie via le Net et si nous en venons à nous espionner les uns les autres, c'est bien parce qu'est disponible un outil qui a modifié nos comportements (1).

(1) La « googlisation » des individus est de plus en plus répandue, et pas seulement chez les recruteurs.

Nous ne percevons plus de nos semblables ce que notre esprit et nos sens en éveil en induisaient à partir d'apparences physigues ou de traits de caractère ; désormais, nous avons le Web, lieu virtuel où l'on nous dit qui est qui. Ce faisant, nous nous trouvons nous-mêmes assignés à transparence, pour prix de la transparence que nous exigeons désormais des autres. Cette révolution, même si elle était la seule apportée par l'Internet, serait déjà en soi un saut déterminant dans la réification des rapports entre les humains, en nous constituant chacun comme le flic de notre voisin... et de nous-mêmes, dans un processus généralisé d'autocensure.

La révolution digitale ne s'arrête pas à ce stade, déjà en soi préoccupant. Notre espace proche devient « intelligent », ambient intelligence comme l'on dit désormais (2), ce qui consiste à rendre à chaque instant l'environnement de tout être hu-

<sup>(2)</sup> Voir à ce propos, par exemple : http://airlab.stanford.edu/

main propre à la connexion, de façon que chacun puisse surfer sur le Net où qu'il se trouve grâce à son smartphone. Nous ne pouvons plus échapper aux puces RFID ou aux réseaux, wifi, 3G, 4G, etc., qui nous accompagnent à tout moment où que nous soyons. L'outil Internet devient une prothèse au sens fort du terme: nous ne devrions plus pouvoir nous en passer.

Cela fonctionne d'autant mieux que le numérique offre chaque jour une palette de services toujours plus étendue, et se rend de plus en plus utile et nécessaire à chaque instant, jusque dans la possibilité de scanner avec son smartphone un code barçe 2D (QR ou datamatrix) afin d'obtenir toutes sortes d'informations sur le paquet de café que l'on envisage d'acheter au moment même où l'on passe devant le rayon « petit déjeuner » du supermarché. Chacun peut d'ailleurs générer ses propres codes barres via internet (3), et participer ainsi à la digitalisation généralisée du monde qui nous entoure...

#### Le digital comme idéologie

Cet outil devenant si intensément présent dans notre vie quotidienne, il fallait qu'il sécrète sa propre idéologie, le discours de sa nécessité. Cependant, l'idéologie n'a plus bonne presse depuis qu'elle a correspondu à une étape de la construction du capitalisme, étape oubliée au cours de laquelle des idéologies se sont affrontées, faisant vaciller le système à plusieurs reprises; le capitalisme l'a emporté, mais il distille désormais cette haine de l'idéologie qui n'est pas la moindre de ses contradictions. Car aucun système humain ne

semble pouvoir fonctionner sans idéologie le structurant (4).

Est-ce pour combler ce manque qu'Eric Schmidt, le PDG de Google, et Jared Cohen, directeur de Google Ideas, apportent, avec *The New Digital Age* (5), une contribution majeure à la construction d'une idéologie digitale en en révélant les atouts politiques fondamentaux: contrôle généralisé et apologie de la sécurité comme mode de vie? L'idéologie digitale apparaît ainsi au grand jour... tout en restant confinée à des cercles spécialisés.

Quelques semaines après la parution de cet ouvrage, Edward Snowden, informaticien ayant travaillé pour la CIA et la National Security Agency américaine, la NSA, révélait l'ampleur gargantuesque (6) de la surveillance planétaire développée par la NSA via son programme Prism, montrant ainsi qu'il fallait bien prendre au sérieux ce que racontent Schmidt et Cohen. Le rôle de la culture numérique aujourd'hui se ra-

<sup>(3)</sup> Voir par exemple: http://datamatrix.kaywa.com/

<sup>(4)</sup> Lewis Mumford, dans The Myth of the Machine, Harvest/HBJ Books, New York, 1964 [traduction française: Le Mythe de la machine, éd. Fayard, 1973, 2 volumes, NDE], a décrypté l'idéologie qui sous-tend la « Mégamachine », même s'il apparaît que personne ne la dirige vraiment et qu'elle est autonome d'une certaine manière. L'idéologie de la Mégamachine n'est de nos jours et en dernière analyse qu'un développement inout de la cybernétique (Norbert Wiener, The Human Use of Human Beings. Cybernetics and Society, Da Capo Press, 1950), et se concrétise dans la puissance des algorithmes et la vénération que leur vouent les « décideurs » de tous pays.

<sup>(5)</sup> The New Digital Age. Reshaping the Future of People, Nations and Business (« Le Nouvel Âge digital. Refaçonner le futur des peuples, des nations et des affaires »), paru le 23 avril 2013, chez Knopf. Pour un article plus conséquent sur la pensée Schmidt-Cohen, voir www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id\_article=439 ou http://contrebande.org/spip.php?article84

<sup>(6)</sup> Le qualificatif est du Guardian, le quotidien bri-

mène à une seule facette : sécurité générale absolue, pour le dire dans la langue du pouvoir. Ce que nous traduisons par : servir de paravent « culturel » à une politique de contre-insurrection planétaire.

Ainsi, les dirigeants de Google reconnaissent que l'âge digital va renforcer les capacités de contrôle totalitaire, y compris dans les pays démocratiques qui vont glisser doucement vers des systèmes de plus en plus autoritaires. Schmidt et Cohen vont encore plus loin dans le degré de contrôlerépression que ce dont les Etats-Unis nous ont donné l'« habitude »; nous en arrivons à un degré d'autocontrôle qui n'a plus rien à envier aux pires régimes totalitaires du xx° siècle. Ils écrivent ainsi que « les différences entre hackers inoffensifs et dangereux (ou entre hackers et cyberterroristes) sont devenues de plus en plus floues dans l'ère post-11-Septembre. Des collectifs décentralisés comme les Anonymous démontrent clairement qu'un amas d'individus déterminés qui ne se connaissent pas les uns les autres et ne se sont pas rencontrés en personne peuvent s'organiser eux-mêmes et avoir un impact réel dans l'espace virtuel (7). » Le danger est identifié : l'individu qui se cache. Et la sentence tombe :

« Au fur et à mesure que les terroristes développent de nouvelles méthodes, les stratèges de l'antiterrorisme devront s'y adapter. L'emprisonnement ne sera pas

tannique qui a publié les premières informations données par Edward Snowden. Notons que ce dernier n'a rien « révélé » : quelques mois plus tôt, Julian Assange, dans son entretien avec Jacob Appelbaum, Andy Müller-Maguhn et Jérémie Zimmermann, publié sous le titre de Cypherpunks. Freedom and the Future of the Internet (OR Books, 2012), disait déjà, et bien davantage, tout ce que Snowden « révéla » au grand public.

suffisant pour contenir un réseau terroriste. Les gouvernements doivent décider, par exemple, qu'il est trop risqué que des citoyens restent "hors ligne", détachés de l'écosystème technologique. Dans le futur comme aujourd'hui, nous pouvons être certains que des individus refuseront d'adopter et d'utiliser la technologie, et ne voudront rien avoir à faire avec des profils virtuels, des bases de données en ligne ou des smartphones. Un gouvernement devra considérer qu'une personne qui n'adhèrera pas du tout à ces technologies a quelque chose à cacher et compte probablement enfreindre la loi, et ce gouvernement devra établir une liste de ces personnes cachées, comme mesure antiterroriste. Si vous n'avez aucun profil social virtuel enregistré ou pas d'abonnement pour un portable, et si vos références en ligne sont inhabituellement difficiles à trouver, alors vous devrez être considéré comme un candidat à l'inscription sur cette liste (8). »

La neutralité devient impossible, et coupable. Telle est la nature profonde de la politique de contre-insurrection, dont la cible n'a jamais été le terroriste ou l'ennemi armé des Etats-Unis, mais le citoyen ordinaire - le terroriste, l'anarchiste, le révolutionnaire ne sont que des épouvantails brandis afin d'apeurer et de rassembler le troupeau. La méthode, bien qu'éculée, fonctionne toujours; le citoyen ordinaire accepte une augmentation de sa sécurité pour lutter contre le terrorisme ou la marginalité, et il n'interprète pas cette augmentation de sa sécurité comme une limitation insupportable de sa liberté. Le lien n'apparaît pas puisque la vérité, banale elle

<sup>(7)</sup> The New Digital Age, p. 163 (traduit par nos soins de l'édition originale en anglais).

<sup>8.</sup> Ibid., p. 173, c'est nous qui soulignons.

aussi, claironne que celui qui n'a rien à se reprocher n'a rien à craindre des autorités.

Le systè ne se trouve comme toujours devant deux voies pour contrôler les populations: un contrôle de type « démocratique », ou une contre-insurrection de type fasciste qui aboutit à un transfert du pouvoir à des forces antidémocratiques. La solution a consisté jusque-là à préférer d'abord la première option jusqu'à ce que son échec devienne évident pour la classe dirigeante, qui n'a plus alors qu'à préparer l'opinion afin de l'entraîner vers la seconde option. Voici que Google et la culture digitale apportent une solution nouvelle à cet antique problème, en faisant croire que le fascisme technocratique est aussi démocratique.

Car le contrôle est au cœur de l'idéologie digitale. Antoinette Rouvroy et Thomas Berns parlent de « gouvernementalité algorithmique (9) », et c'est bien de cela qu'il s'agit : amasser des montagnes inouïes de données dans de gigantesques data centers ; exploiter ces données immédiatement sur un plan commercial, en traçant des profils types de consommateurs ou de citoyens ; les conserver en vue d'exercer une pression, un contrôle social et policier sur les individus, dont la vie digitale devient première par rapport à la vie réelle sur de très nombreux plans.

#### La transition vers l'âge digital

Rien n'est joué. Le passage au monde digital tel qu'il s'opère sous nos yeux est révélateur de la décadence, au sens classique

(9) Voir Antoinette Rouvroy et Thomas Berns, « Gouvernementalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation? », revue Réseaux, La Découverte, 2013/1 n° 177, p. 163-196.

du terme, de la démocratie, qui n'existe plus de fait. Des dirigeants d'entreprises privées s'autoproclament leaders du monde, et l'autorité elle-même entre en crise. D'un côté des chefs d'Etat, dirigeants hiérarchiques, de l'autre des « géants de la pensée digitale », de feu Jobs à Schmidt et Cohen, Jeff Bezos (Amazon) ou Zuckerberg (Facebook), qui tirent leur autorité de leur charisme ou de leur rôle incontesté de leaders. Et si l'on ajoute à cet écartèlement de l'autorité globale entre une hiérarchie inopérante à la tête des Etats et des leaders francs-tireurs à la tête des Entreprises, l'illusion, chez les peuples, que la démocratie est le seul système souhaitable, alors la situation devient singulièrement complexe pour tous ceux qui prétendent nous diriger.

D'autant que les élites autoproclamées ne semblent plus comprendre quel rôle joue la culture dans les sociétés humaines depuis des milliers d'années, et tendent à abolir cette structuration immémoriale du sociétal. Or, les cultures créent et fabriquent sans cesse du lien, en propageant certaines « valeurs » qui permettent à la société de se constituer en tant que telle. Certes, « valeurs » est un mot piégé; l'on pense ici aux seules valeurs humanistes et émancipatrices, car ce sont celles qui nous permettent de « faire société ». Rien à voir avec les prétendues valeurs communautaristes des réactionnaires de toutes obédiences qui se lamentent sur un passé qui n'a pas su perdurer; ce passé ayant enfanté ce présent, il est bien évident que nous ne le regrettons pas (10). Mais la transition vers l'ère

<sup>(10).</sup> Nous nous plaçons nettement dans la perspective exprimée par les éditions de la Roue, qui assument l'idée de « transmettre la mémoire d'un futur qui pourrait être ».

digitale se fait dans une jungle dont la seule loi est le « chacun pour soi ».

C'est ainsi que les jeunes générations sont « livrées à elles-mêmes », comme disent les réactionnaires passéistes. Elles se trouvent en réalité livrées à la jungle digitale où prédominent les prédateurs. Dans ce nouveau monde en construction, la question politique revient au premier plan, mais la période que nous traversons - et qui pourrait durer, pourquoi pas, des décennies - est caractérisée par l'incompréhension de tous ceux qui ont fait de la politique leur job principal, partis, syndicats, etc., qui n'aperçoivent pas le rôle structurant de cette idéologie absente, l'idéologie digitale. Dans le pire des cas, ils s'y rallient au nom du réalisme, en arguant de lieux communs: la technologie est neutre, et nous, nous en ferons bon usage, et autres « pen-



sées » du même acabit. La véritable question est que l'idéologie digitale structure la jungle de façon telle que ce sont les seuls prédateurs digitaux qui y trouvent leur pitance, et de choix.

La désillusion des premiers penseurs historiques du Net, comme Andrew Keen dénonçant le « culte de l'amateur » qui règne sur le Web et tue la culture (11), pourrait se dire ainsi : dans l'âge digital émergent, l'absence de contraintes, ressentie par les internautes comme une garantie d'infinie liberté, est le meilleur gage de l'imposition, via les technologies digitales, d'un modèle totalitaire de contrôle social généralisé. Alors que Timothy Leary crut que du chaos émergerait la cyberculture (12), un tout autre phénomène se produit sous nos yeux : du chaos procède un ordre algorithmique totalitaire, négateur de toute culture, digitale ou « classique », humaniste et émancipatrice.

De la profondeur de la jungle digitale naît le Léviathan.

Philippe Godard Contact : ph.godard@free.fr

<sup>(11)</sup> Andrew Keen, Le Culte de l'amateur. Comment Internet détruit notre culture, éd. Scali, 2008.

<sup>12.</sup> Timothy Leary, Chaos et cyberculture, éd. du Lézard, 1998.

#### DANS LES PUBLICATIONS / HISTOIRE, THEORIE...

#### Comment fonctionnent les médias ?

◆ « Règle de base du journalisme : l'intérêt d'un fait divers en un point du monde est directement proportionnel au nombre de morts et inversement proportionnel à la distance qui nous sépare de ce point. On y ajoute deux autres critères qui peuvent peser lourd dans la balance : la notoriété des personnes impliquées et le côté spectaculaire de l'incident.... Cela

signifie qu'un mort à Charleroi mérite plus d'intérêt que dix morts en Argentine, sauf s'il y a parmi eux un Président, un Pape ou un international de football »

Copie à Echanges de cet article comparant la médiatisation de l'attentat de Boston et celle de l'effondrement de l'usine textile de Dacca. Avec cette conclusion que pour les médias, il vaut mieux être un amateur de sport américain, blanc et chrétien que jeune ouvrière musulmane au Bangladesh (http://www.michelcollon.info/E ducation-aux-medias-selonque.html).

♦ « La révolution de la radio numérique terrestre n'aura pas lieu : une autre arrive » dans La Gazette de la société et des techniques n° 73 (septembre 2013) (copie à Echanges).

#### Art, nature, culture...

♦ « "Natures artificielles": cet oxymore nomme la fuite en avant technologique vers l'hybridation du vivant et de la machine. La contradiction entre nature et culture est réputée obsolète – la technologie l'ayant digérée au profit de l'innovation économique; le "système technicien" (Jacques Ellul) vampirisant l'écosystème pour alimenter la "croissance" du PIB. Naturaliser l'artifice technologique et nous acclimater à l'artificialisation de la nature, voilà le sens de cette expo présentée à la gare Saint Sauveur de Lille au printemps 2013. Son propos soit-disant "transgressif" n'étant qu'une pièce du discours officiel, les artistes ne font qu'esthétiser ces "transgressions" technologiques qui nous précipitent dans un "néo-milieu naturel": le monde-machine.

Certes, à toutes les époques l'art dominant est celui de la classe dominante, à des fins de célébration aussi blen vis-à-vis d'elle-même que des classes dominées. Le pouvoir se montre en beauté et manifeste par là même son génie. Ce que nous disent "Natures artificielles" et des milliers de manifestations semblables chaque année en France et dans le monde, c'est que nous sommes bien à l'ère technologique et dans la technosphère, dont la technocratie est la classe dominante. ». La suite de cet article de TomJo sur www.piecesetmaindoeuvre .com/spip.php?page=resume&id\_article=428

◆ Dans la collection Négatif (éd. l'Echappée) : L'Enfer Vert, un projet pavé de bonnes intentions, suivi de Critique de la planification éçologique, par TomJo.

#### Droites et extrêmes droites

- ◆ Une Deuxième droite justement et férocement empalée dans le livre qui porte ce titre, de Jean-Pierre Garnier et Louis Janover (réédition Agone 2013).
- ◆ « Le fascisme ne constitue pas un danger réel pour la classe ouvrière » dans Le Prolétaire n°508 (août 2013).

Dans le même registre : « Alain Soral, petit idéologue et grand épicier » dans Article 11 (novembre- décembre 2013).

#### Progrès...

- « A jouer la guéguerre des machines, nous serons toujours perdants » dans Article 11 (novembre-décembre 2013).
- ◆ Dans la collection Négatif (éditions l'Echappée):

  Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau!,
  par Pièces et main d'œuvre,
  suivi de Innovation scientifreak: la biologie de synthèse, par F. Gaillard.

#### **Ecolos**

 « Hervé Le Meur, la faillite de l'écologie à prétention radicale », texte d'André Dréan (août 2013), nuee93@free.fr

#### Transhumanisme

◆ « Politis et le transhumanisme : une autre réification est possible », www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php ?page=resume&id\_article=431

#### Rosa Luxemburg

◆ La revue Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité réédite dans son n° 27 (septembre 2013), et séparément en brochure (août 2013), une traduction en français, due à Marcel Ollivier, de la défense de Rosa Luxemburg lors de son procès tenu devant la deuxième chambre correctionnelle du tribunal de Francfort le 20 février 1914, sous le titre Les Guerres sont des phénomènes barbares. Discours devant le tribunal de Francfort, février 1914.

 La revue Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité annonce dans son n° 28 (novembre 2013) la parution du tome 3 des Œuvres complètes (aussi « complètes » que possible, selon les éditeurs eux-mêmes) de Rosa Luxemburg, en cours de publication (coédition Agone et collectif Smolny) : Le Socialisme en France (1898-1912). Un titre qui reprend celui que Daniel Guérin (1904-1988) avait donné à un recueil de textes paru aux éditions Belfond en 1971 : selon Critique sociale, le contenu de l'ouvrage publié par Agone est toutefois différent de celui de Guérin.

## Présence marxiste : l'Anschluss

 Présence Marxiste, n° 102 (novembre 2013) conti-

nue d'explorer l'Histoire avec un article sur l'Anschluss (annexion de l'Autriche par les nazis, 1938), une présentation du livre Histoire de la Social-démocratie allemande de 1863 à 1891 de Franz Mehring (Les bons caractères, 2013), une polémique de 1910 entre Rosa Luxembourg et Kautsky, le 32° chapitre de L'Accumulation du capital de Rosa Luxembourg et la préface de l'édition allemande à La Question agraire de Kautsky.

#### Espagne

- ◆ « One Man's War in Spain : Trickery, Treachery and Theory », par Joaquín Pérez Navarro (Christiebooks, 2013. www.christiebooks.com), présentation critique dans KSL, Bulletin of the Kate Sharpley Library n° 74-75 (août 2013).
- ◆ « Les GARI (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes) » par Tiburcio Ariza et François Coudray (CRAS, BP 51026, 31010 Toulouse Cedex 6). «Les GARI sont l'un des fruits de l'après-mai 1968, issus d'un bouillonnement des liens tissés au gré des affinités entre divers individus et groupes ». Cette coordination surgit de la répression contre le MIL en septembre 1973. L'ouvrage, après avoir des liens tissés avoir et en la contre de la répression contre le MIL en septembre 1973. L'ouvrage, après avoir le mation révolution de la répression contre le MIL en septembre 1973. L'ouvrage, après avoir le mation révolution de la répression contre le MIL en septembre 1973. L'ouvrage, après avoir le mation révolution de la répression contre le MIL en septembre 1973. L'ouvrage, après avoir le mation révolution ré

retracé brièvement l'histoire du MiL dans un autre ouvrage, Mouvement Ibérique de Libération, mémoire d'un rebelle (2007, voir Echanges nº 122 et 125), brosse l'histoire des GARI depuis leur origine, leurs actions, la répression et le sort des prisonniers. C'est un travail exhaustif et fouillé sur un chapitre de la lutte conjointe des anarchistes français et espagnols dans cette période de transition, voulue « en douceur » par le capita, européen, entre la fin du franquisme (celle de Franco en fait) et l'institution

d'une monarchie parlementaire. La continuité des régimes justifiait la continuité de la lutte entreprise sous cette forme.

♦ Si vous lisez le hongrois on peut vous envoyer brochures (Taback Lajos, 2007) et CD (Anthology 1956, Anarchistische Klassiker, Agitatorok) dont on ne peut donner le contenu. Ces publications émanent d'un groupe hongrois (shimtaka@yahoo.com, site barricada.p.ht). une d'entre elles est bilingue (hongrois-anglais), Critical remarks on Martyn Everett's

War and Revolution » (disponible à Echanges).

♦ The death of Durruti -JoanLlarch (www.christiebooks.com): présentation critique (en anglais) dans KSL, Bulletin of the Kate Sharpley Library n°74-75 (août 2013).

#### **Anarchistes**

♦ Pietro di Paola, The Knights-Errant of Anarchy: London and the italian anarchist diaspora 1880-1917 (Liverpool University Press 2013). Presentation de cet ouvrage dans KSL, Bulletin of the Kate Sharpley Library n° 76 (octobre 2013).

#### Arkipov et la guerre nucléaire

♠ « Vassili Arkipov, l'homme qui a empêché la guerre nucléaire », dans Sortir du nucléaire n° 191 (novembre 2013).

#### C. L. R James

♦ Dans RdL (La Revue des Livres), n° 010 (mars-avril 2012), un long article « Black marxism : C. L. R. James et l'indépendance des luttes noires » rend compte de la publication en français de A propos de CLR James, sur la question noire. La question noire aux Etats-Unis1935-1967 (Syllepse 2012). Cet ouvrage semble faire l'impasse sur toute l'ac-

#### Sommaires

- ♦ Routes sucrées (www.facebook.com/RoutesSucrees) se décrit comme un magazine en anglais gauchiste « inter-/antinational » distribué gratuitement. Chaque article est accompagné de conseils de lecture pour approfondir le thème proposé. Par exemple après l'article « W're running out of work-at last, about work and karoshi » il est conseillé le chapitre 13, vol. 1 du Capital de Marx, Sur l'eau d'Adorno et Manifeste contre le travail (Krisis) (info@strassenauszucker.tk).
- ◆ Dans le n° 25 (automne-hiver 2013-14) de la revue américaine Communicating Vessels: correspondance, analyses, textes théoriques et comptes rendus de lecture, qui font comme toujours le sel de cette petite publication, de parution irrégulière, animée par Anthony Walent. Adresse: Communicating Vessels, Post Office Box 2048, Tuscon, AZ 85702, Etats-Unis.
- ♦ Sur le blog de Perspective Internationaliste (http://ippi.over-blog.com/) : « Communisation et l'abolition de la forme-valeur », « Conscience de classe et sujet révolutionnaire », « Contre l'austérité : manifestations en Belgique », « Emeutes en Egypte », « Conclusions de la RP ».

tivité politique de C. L. R. James et sur ses liens internationaux, tant avec des groupes comme Socialisme ou Barbarie en France que par son engagement auprès de Nkrumah lors de l'indépendance du Ghana

#### Révolutions du xxº siècle vues par Mattick

◆ La révolution fut une belle aventure : des rues de Berlin en révolte aux mouvements radicaux américains (1918-1934), de Paul Mattick, l'Echappée, 2013.

#### Flora Tristan et Karl Marx

♦ Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité reproduit dans son n° 28 (novembre 2013), ainsi qu'en brochure (septembre 2013), un texte du marxologue Maximilien Rubel (1905-1996) paru originellement dans le n° 14 (janvier 1946)

de la revue *La Nef* : « Flora Tristan et Karl Marx ».

#### **Jacques Roux**

◆ Le Curé rouge, vie et mort de Jacques Roux, par Dominique Rousseau (Spartacus).

#### Le Havre, 1910

♦ « 1910, Jules Durand et martyr » dans Article 11 (novembre-décembre 2013), un épisode peu connu d'une répression exemplaire contre un militant du port du Havre.

# LES ARCHIVES DU FUTUR : DEBOUT LES MORTS!

OTRE PASSION EST LA MÉMOIRE, elle est fondamentale dans notre vie, elle en est partie intégrante. Que serions-nous sans repère, sans ancien qui nous communique savoir et expériences ? Nous sommes, parce que nous

périences ? Nous sommes, parce que nous nous inscrivons dans un continuum, nous construisons le présent, esquissons le futur tout en étant héritier de ce passé qui nous enrichit.

En particulier, et ce qui nous importe en premier chef, le savoir de la résistance, de la lutte contre l'exploitation et son corollaire la dépossession - le fait d'être privé de notre capacité à assurer nous-mêmes notre existence - et la domination (pouvoir de l'homme sur la femme).

Toutes ces luttes passées laissent des traces :

orales (bouche à oreille, audiovisuelle...), écrites (journaux, brochures, tracts...).

C'est pourquoi nous sommes à la recherche de ces fragments passés, vaste mosaïque éparpillée dont chaque élément a son importance. Dans cette démarche, nous ne privilégions pas en particulier telle ou telle revue, journal, groupe ou tendance singulière. On peut trouver sur le site aussi bien des documents issus de groupes se revendiquant de l'anarchie (dans ses différentes expressions), de l'Autonomie, de la gauche communiste, du situationnisme, etc. que de divers comités centrés sur des luttes particulières : chômeurs, prisonniers, patients en butte à la médecine, femmes, etc.

Même si chaque membre du collectif a ses sensibilités propres, nous partageons une passion commune : la recherche de l'Introuvable et la reconstitution d'un ensemble dont bien des parties nous échappent encore.

Introuvable pour différentes raisons : journaux tirés à peu d'exemplaires, brochures confidentielles, papier de mauvaise qualité... le tout finissant au fond d'une cave, livrés à l'humidité, à la moisissure... quand ce n'est pas une triste fin au fond d'une poubelle.

Introuvable parce qu'enfermé au fin fond d'un institut que peu de personnes peuvent consulter.

Introuvable aussi pour une raison terrible : cette mémoire n'étant pas saisie dans son importance, la coupure d'avec le passé s'en trouve amplifiée. Celui-ci est vidé de sa substance, vu au mieux comme une pièce de musée. Comme si le présent triomphait dans une immédiateté permanente, liquidant du coup tout ce qui nous relie aux générations antérieures. C'est le propre de cette société de créer des générations hors-sol, hors temps où tout ce qui a trait au passé devient ringard, désuet. Nous refusons la négation de nos racines, du continuum traversant l'es générations.

S'il est vrai que la lutte contre l'exploitation et la domination à une époque donnée engendre des formes particulières, déterminées par les différentes composantes en mouvement, ne pouvant être reproductibles dans leurs expressions formelles à notre époque, il est pourtant essentiel de comprendre que l'essence de la lutte reste la même. C'est la raison pour laquelle la redécouverte de ce passé, parfois très proche, peut nous enrichir et nous armer plus efficacement dans nos combats présents et futurs.

Nous invitons les lecteurs d'Échanges à consulter notre site pour s'en faire une idée plus précise. Celui-ci est en constante évolution, il s'agrandit de semaine de semaine. Il s'étoffe au gré des découvertes de vieux papiers. Notre collectif n'est pas fermé, bien au contraire. Plus nous serons nombreux, plus de documents pourront être mis en ligne, plus de lecteurs pourront ainsi se réapproprier la mémoire de nos luttes, qui ne sont la propriété de personne. Cet appel s'adresse à tous ceux qui gardent dans leur grenier ou leur cave des piles de journaux ou de brochures, ne sachant qu'en faire: Qu'ils s'adressent à nous!

Pour en savoir plus, n'hésitez pas à consulter notre site : www.archivesautonomies.org ou à nous écrire : collectifaut@archivesautonomies.org



#### **NOTES DE LECTURE**

En Amazonie. Infiltré dans le « meilleur des mondes » Jean-Baptiste Malet

(Fayard, 2013)

'ai commencé à lire ce petit livre édifiant, juste après le débat organisé par Echanges, le 27 septembre dernier, sur les luttes en Chine et à Foxconn en particulier. Je n'ai pas été dépaysée. Dès le premier chapitre, on a l'impression de se trouver dans l'univers de Foxconn.

Le journaliste qui a écrit ce livre s'est fait embauct er par Amazon, au dépôt de Montélimar, pour connaître les conditions de travail. C'était le seul moyen. Car « lors d'un travail de repérage aux abords de l'entrepôt logistique, plusieurs mois auparavant, dans le cadre d'un reportage, je m'étais heurté au refus systématique des travailleurs, entrant et sortant du site, de me parler, ne serait-ce que pour évoquer d'un mot leurs conditions de travail. Tous sans exception m'avaient répété qu'ils n'avaient absolument pas le droit de s'exprimer, qu'ils n'étaient pas autorisés à donner la moindre information sur la vie dans l'entrepôt... »

A l'embauche, les travailleurs signent un engagement de confidentialité, leur imposant le secret.

En France il y a trois entrepôts d'Amazon: le premier, de 47 000 m² à Saran dans le Loiret, a ouvert en 2000, le deuxième, de 36 000 m², à Montélimar dans la Drôme, en 2010, le troisième, de 40 000 m², à Sevrey en Saône-et-Loire; bientôt un quatrième doit ouvrir dans le Nord, de 90 000 m².

Jean-Septista Malet

### En Amazonie

Infiltré dun le « meilleur des mondes»



Le travail y est éprouvant. Debout toute la journée, rythme effréné, pas le droit de parler avec les autres. Ceux qui vont chercher les produits sur les étagères doivent parcourir à pied plus de 20 km par jour. Il n'y tayard a que deux pauses de

20 minutes par jour (ou nuit), très raccourcie par le fait qu'il faut traverser tout l'entrepôt pour se rendre en salle de pause et par le fait qu'à chaque sortie de la zone de travail il faut subir une fouille réglementaire: sur le site sont interdits montres, bijoux, lunettes de soleil ; il ne faut rien avoir sur la tête, avoir les cheveux attachés.

La devise de l'entreprise affichée partout « WORK HARD, HAVE FUN, MAKE HISTORY » est en anglais comme les consignes de travail et les termes techniques. Cette devise est distillée à l'embauche, en diverses versions, par haut-parleur par le « manager » dans un gilet sans manche orange fluo (les ouvriers en CDI ont une veste polaire grise, pas les intérimaires). « Dans la nuit d'hier, nous avons dépassé le plan! ... grâce à ceux qui ont accepté de faire hier deux heures supplémentaires... nous pouvons les applaudir, (applaudissements pavloviens). Ce soir nous avons 19 000 unités à faire, et le volume commence à arriver. Alors bon courage, bon travail et bonne nuit à tous. »

A l'embauche, on insiste sur le fait qu'on ne veut que des gens motivés. Le travail se

fait en trois équipes, 5 h 30-13 h 30, 13 h 40-21 h, 21 h 30-4 h 50, et on peut demander de venir travailler un jour de repos, un jour férié ou le dimanche. Le salaire est juste au-dessus du smic: 9,725 euros brut de l'heure (sans aucune prime, ni tickets restaurant).

Il y a des quotas de productivité qu'il faut respecter et même dépasser.

Le travail de pickeur (celui qui prélève les objets sur les rayons) : « Dès qu'un article est prélevé, il s'agit de marcher à travers les longs rayonnages pour picker le suivant. Lorsque le petit panier roulant est plein jusqu'à ras bord, il est interdit de continuer à le remplir et nécessaire de rejoindre le gros chariot roulant... puis il s'agit de vider le petit panier, mais pas n'importe comment. Les articles doivent être empilés par taille.» Plusieurs fois dans la nuit le chef informe chacun de sa productivité. Packeurs (ceux qui emballent les objets) et pickeurs ont des quotas à respecter et au fil des semaines la courbe de productivité de chacun doit obligatoirement 3tre en perpétuelle croissance.

« Grâce au système de gestion totalement informatisé, chaque supérieur hiérarchique sait en temps réel quel article un packeur est en train d'emballer ou quel article un pickeur est en train de prélever, mais aussi dans quelle zone de rayonnages il se trouve, à quel rythme il travaille, ou quels sont ses temps de pause suspects. »

Dans le règlement, il est écrit : « Si les résultats de l'employé ne sont pas atteints, lors de l'entretien d'évaluation le supérieur hiérarchique établit et discute avec l'employé d'un programme d'amélioration avec des objectifs réalistes et mesurables. »

Les conditions de travail sont exténuantes, entiaînant une perte d'appétit, des difficultés à trouver le sommeil. La fatigue est telle que les gens n'ont souvent plus la force de se nourrir. « C'est à cause de ce dérèglement de l'appétit que certains intérimaires s'évanouissent au travail. » Et le temps de repos est seulement celui « de l'hébétude et de l'inconsistance »

Le « HAVE FUN » se traduit dans les faits par des activités de divertissement gratuites proposées par Amazon : bowling, cinéma, fêtes, sorties diverses...

« Amazon n'est plus dès lors une simple entreprise, mais devient un village coupé du monde reconfigurant les rapports sociaux de ses travailleurs. »

Et le livre se termine par la discussion avec quelques militants de la CGT, mais la discussion n'aura pas de suite quand ils apprendront qu'il est journaliste.

La méfiance reprendra ses droits.

A. S. octobre 2013

Note d'Echanges: une enquête du Sunday Times a montré le même système de travail dans des hangars britanniques d'Amazon; la chaîne de télévision allemande ARD a, par ailleurs, diffusé, le 13 février 2013, un reportage réalisé par des journalistes infiltrés dans un hangar d'Amazon situé dans la région de Hesse. Signalons, enfin, que l'auteur du livre recensé ici, Jean-Baptiste Malet, a publié un article qui reprend les données de son ouvrage dans le numéro de novembre 2013 du Monde diplomatique.

#### Le Mystère français

Emmanuel Todd, Hervé le Bras (Seuil/La République des idées, 2013)

> a division du livre en chapitres masque quelque peu la division réelle de ce qui est offert à notre réflexion au fil de ces chapitres:

 d'une part des statistiques précises souvent fort intéressantes car elles donnent des éléments de références actualisées qui vont à l'encontre de pas mal d'idées re-



çues. C'est un important apport quant à notre propre réflexion;

- d'autre part des relations entre ces catégories de statistiques tant avec des éléments actuels qu'avec des constantes historiques qui tentent

d'expliquer les différentes parfois profondes entre les différentes régions de France quant aux modes de vie, aux traditions politiques ou religieuses et aux structures géographiques de la répartition de la population; — dans un chapitre final, des conclusions politiques qui, tout en se référant à l'ensemble précédent, tentent une vision du présent et du futur des partis politiques dans certaines régions françaises, notamment sur le Front National.

Ce pronostic de chute finale du Front National donne l'impression que l'ouvrage n'a été écrit qu'à cette fin, ce qui en limiterait le véritable intérêt alors que l'ensemble mérite une tout autre attention par ses statistiques et certaines des relations entre différent facteurs. Si parfois on peut avoir quelque doute sur les choix entre ces critères comparatifs de référence remontant parfois très loin dans le passé, il n'en reste pas moins que certaines de ces relations historiques font réfléchir, pas tant sur le présent que sur les constantes qui traversent la société où nous vivons pardelà les systèmes de domination et les vicissitudes de l'histoire.

Prenons un exemple parmi tant d'autres qui nous sont offerts: une statistique relève qu'en 2010 en France, 56 % des enfants naissent hors mariage alors qu'en 1965 ce chiffre n'était que de 6 %. La tentative d'interpréter ces variations des taux de naissances en fonction de données historiques ou d'autres facteurs comme la statistique religieuse semble parfois assez hasardeuse. En fait, si la statistique est bien réelle, aucune relation ne peut réellement expliquer cette évolution. Il en est ainsi de nombreux autres faits relatés. Néanmoins, l'ouvrage est riche d'enseignements et même si ces relations sont parois tirées par les cheveux, elle provoquent quand même une réflexion sur la société présente et ce qui persiste de son passé derrière les apparences.

H.S.

#### Murs, une autre histoire des hommes Claude Quétel (Perrin 2012)

a publication d'un livre sur les murs nous intéresse d'autant plus que dans un article d'*Echanges* (n° 120, printemps 2003, p 33) nous avions traité du même problème sous le titre

« Murs virtuels et murs réels, l'enfermement au nom de la protection ». Nous posions alors la question « Pourquoi le capi-



tal pénètre-t-il tous les aspects de la vie? » Après avoir examiné toutes les barrières matérielles ou idéologiques, réelles ou virtuelles, nous appelions à une discussion sur le sens de cet enfermement général, son sens quant aux manifestations de la lutte de classe et promettions un autre article sur cet aspect du monde moderne. Il n'y eut ni discussion, ni autre article mais ce livre nous donne l'opportunité de rouvrir le débat.

Avant d'entrer dans la critique de l'ouvrage, je voudrais rappeler ce qui ressortait d'un autre livre. Le Rendez-vous des civilisations, d'Emmanuel Todd et Youssef Courbaye (Seuil, 2007) dont nous avions fait la critique dans Echanges n° 125 (été 2008, p. 69). L'idée centrale de ce dernier ouvrage à propos des pays musulmans, appuyée par des données démographiques précises, était que le fondamentalisme n'était qu'un d'arrière-gar de contre une inéluctable évolution de la société. La même question peut se poser à propos de toutes les barrières matérielles et/ou idéologiques qui s'édifient de partout : est-ce aussi un combat d'arrière-garde d'une société capitaliste que menacerait une inexorable évolution souterraine?

Disons tout de suite que l'ouvrage nous a déçu malgré un haut niveau de documentation. Non seulement il ne répond pas du tout à cette question qu'il ne pose même pas mais délibérément il omet les murs virtuels car « ils s'écartent de notre propos puisque non matérialisés » (p 308). L'auteur semble d'ailleurs réduire le mur virtuel au simple contrôle d'Internet et ne pas évoquer du tout les barrières idéologiques.

Concernant la matérialité des murs, l'ouvrage présente un défaut et une lacune. Le défaut est qu'il mélange des murs de protection et des murs souvenirs : cela paraît assez audacieux de mettre dans le même sac la muraille de Chine et le mur des Fédérés ou celui des Lamentations. De même à propos des inscriptions sur les murs. La lacune réside dans l'ignorance

d'un autre type de barrières comme par exemple celles qui prolifèrent dans les villes avec l'encerclement par des grilles de tous les espaces qui pourraient abriter les SDF des intempéries.

Ce dernier point aurait d'ailleurs pu permettre d'aborder le développement parallèle des murs virtuels dans tous les domaines depuis le communautarisme, les questions identitaires, l'exclusion des roms, jusqu'à la pensée unique en passant par la barrière du langage économique et politique. Un ouvrage qui reste à écrire.

H.S.

#### " Chavs ": The Demonization of the British Working Class Lode Vanoost (Verso, 2012)



vec ce livre, le journaliste britannique Owen Jones a écrit une analyse percutante de la société britannique après quarante années de destruction sociale

par le néolibéralisme. L'élite politico-économique britannique a redistribué les cartes vers le haut, avec les syndicats comme ennemi nº 1. Plus besoin d'une autorité socialement responsable. Il n'y a que des profiteurs ... les « chavs » ? L'origine de l'insulte anglaise « chavs », dans le titre du livre n'est pas claire du tout. Selon certains cela remonte à un terme romani pour « enfant ». Selon d'autres c'est l'acronyme de « Council Housed And Violent » [habitant un logement social et violent]. Aujourd'hui « chavs » est le terme généralement utilisé pour diaboliser la couche sociale inférieure et privée de sa dignité sociale. « Chavs »? c'est bien leur propre faute, non?

H.S.

#### **BROCHURES DISPONIBLES**

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaires (décembre 2012, 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de L'industrie automobile en Californie est morte, Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le III' Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ? Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du xxi siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les États-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

# Dans Emonde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (DLM),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé

par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avalent ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps,
passant d'un classement des informations par pays
à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hul
d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives,
d'autre part à réaliser un classement
selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org